

Histoire et Philatélie

L'Allemagne



Abréviations :

- DR = *Deutsches Reich*
- RFA = *République fédérale allemande (Bundesrepublik Deutschland, Allemagne de l'Ouest)*
- DDR = *République démocratique allemande (Deutsche Demokratische Republik, Allemagne de l'Est)*

Introduction



Carte de l'Allemagne (extrait de ontheworldmap.com)

L'Allemagne est, depuis la réunification de l'Allemagne de l'Ouest et de l'Allemagne de l'Est en 1990, le pays le plus peuplé de l'Union européenne, avec environ 83 millions d'habitants. Sa superficie dépasse les 357 000 km².

Située en Europe centrale, ses frontières sont constituées au nord par la mer du Nord, le Danemark et la mer Baltique, à l'est par la Pologne et la République tchèque, au sud par l'Autriche et la Suisse, et à l'ouest par la France, le Luxembourg, la Belgique et les Pays-Bas. La capitale en est Berlin.



RFA, 1990, n° 1310

I. De l'antiquité aux Habsbourg (...-1273)

Ce sont les Romains qui ont fourni les premières informations concernant les tribus qui peuplaient ce qu'ils nommaient la Germanie. Cette Germanie ne correspond que très peu à l'actuelle Allemagne : c'est grosso modo la région située entre le Rhin à l'ouest, la Vistule à l'est et le Danube au sud.

La région était occupée par une multitude de peuples d'origine indo-européenne, qui, venant de l'Europe septentrionale, avaient progressivement remplacé au premier millénaire a.C. les Celtes qui y vivaient.

Quelques exemples de ces peuples sont les Burgondes, les Goths, les Vandales, les Lombards, les Suèves, les Alamans, les Angles, les Saxons, et plus tard les Francs.

Ils parlaient une ensemble de langues qui ont une origine commune, et qui ont au fil des siècles, selon les déplacements et les migrations, donné naissance aux langues germaniques actuelles.

La conquête de la Gaule par les Romains avait été réalisée par Jules César, de 58 à 52 a.C.

L'empereur Auguste divise la Gaule en quatre provinces, dont la plus septentrionale est la *Gallia belgica*, dont la frontière orientale est le Rhin. Il y fonde sur la Moselle la ville d'Augusta Treverorum, la future Trèves, qui devient la capitale de la *Gallia belgica*. Trèves possède encore maintenant le plus beau des rares vestiges romains en territoire allemand : la *Porta nigra*, qui faisait partie des fortifications de la ville.



DR, 1940, n° 680



RFA, 1984, n° 1029



Zone fr., Rheinland-Pfalz, n°s 4 & 19

La Porta nigra de Trèves

L'empereur Auguste commet l'erreur de vouloir conquérir la Germanie, mais ses trois légions, commandées par Varus, sont massacrées dans la forêt de Teutobourg, près de l'actuelle Osnabrück, en l'an 9 p.C. Les Germains sont commandés par Arminius, un chef de guerre de la tribu des Chérusques. C'est une des plus importantes défaites de l'histoire romaine, et les successeurs d'Auguste se limiteront au plus à quelques timides incursions.



RFA, 2009, n° 2562

2000^e anniversaire de la victoire d'Arminius sur les légions romaines en 9 p.C.

Les Germains commencent par se rendre indispensables – les Romains ont de plus en plus besoin d’eux pour compléter les effectifs de leurs armées dispersées aux quatre coins de l’Europe – et finissent par submerger complètement l’Empire romain, qui s’écroule en 476.

Les migrations de ces peuples sont nombreuses et souvent difficiles à suivre. Les Wisigoths s’installent en Espagne, les Ostrogoths en Italie, les Francs en Gaule, les Vandales en Afrique du Nord, les Burgondes dans le sud-est de la France actuelle, les Angles et les Saxons dans l’actuelle Grande-Bretagne.

Sur les ruines de l’Empire romain se forment d’éphémères royaumes germaniques, qui passent leur temps à se combattre. Un seul de ces royaumes va perdurer : celui des Francs de Clovis, qui soumet les Wisigoths, les Burgondes et les Alamans, et qui se taille un royaume qui occupe toute la Gaule et s’étend jusqu’à la rivière Weser, dans l’actuelle Allemagne.

Avec la conversion de Clovis au christianisme vers 500, commence l’évangélisation des peuples germaniques. Dès la fin du 4^e siècle, certaines villes sur la rive gauche du Rhin étaient déjà devenues des évêchés, comme Worms, Trèves, Mayence et Cologne. Mais le véritable essor est donné par Wynfrith, un moine anglais qui deviendra plus tard saint Boniface, dans la première moitié du 8^e siècle. Il convertit de nombreux souverains germaniques, et avec eux leurs peuples. Il est le fondateur de l’importante abbaye de Fulda, en 744.



RFA, 1954, n° 75



RFA, 2004, n° 2225

Saint Boniface, l’apôtre de la Germanie



DR, 1944, n° 790

1200^e anniversaire de la fondation de l’abbaye de Fulda

Pendant ce temps, la décadence du royaume franc, due à l’impéritie des successeurs de Clovis, incite en 751 Pépin le Bref à déposer Childéric III, le dernier roi de la dynastie décadente des Mérovingiens, et à se proclamer lui-même roi des Francs.

Il consolide son pouvoir, et à sa mort en 768, le royaume est partagé entre ses deux fils, Charles et Carloman, mais ce dernier meurt déjà en 771, laissant ainsi l'entière souveraineté à Charles, qui sera nommé plus tard Charlemagne, fondateur de la dynastie carolingienne.

Charlemagne agrandit considérablement son royaume par une série de guerres contre les Saxons, les Lombards, les Avars et les Musulmans d'Espagne. Il est sacré empereur à Rome en 800. Son empire comprend toute l'Europe occidentale et centrale, allant de la Catalogne jusqu'à l'Elbe et de la mer du Nord jusqu'en Italie.



Belgique, 1946, n° 738



*RFA, 1988, n° 1216
Charlemagne*



RFA, 2000, n° 1925



*Croatie, 2001, bloc 19
L'empire de Charlemagne à son apogée*

Charlemagne organise minutieusement son immense empire. Son alliance avec la papauté a pour but de faire du christianisme le ciment entre les différents peuples qu'il gouverne. Cela implique la conversion forcée des territoires dont il fait la conquête, comme les Saxons.



*Italie, carte maximum de 1982 avec le timbre n° 1530
Le couronnement de Charlemagne à Rome par le pape*

Il divise son Empire en environ 300 comtés, qu'il administre par l'envoi régulier des *missi dominici*, des envoyés spéciaux – chaque fois un comte et un évêque – qui contrôlent si le pouvoir royal est bien respecté au niveau local.

Il fait d'Aix-la-Chapelle sa capitale, et y fait construire une splendide cathédrale, où il est enterré.



DR, 1930, n° 431



RFA, 1973, n° 637

La cathédrale d'Aix-la-Chapelle

Son empire ne lui survit cependant pas longtemps : après le règne de son fils Louis le Pieux, et après de nombreuses péripéties, son vaste empire est partagé par le traité de Verdun de 843 entre trois de ses petit-fils.

- Charles le Chauve reçoit la partie occidentale, la *Francie occidentale* qui deviendra la France.
- Louis le Germanique reçoit la partie orientale, la *Francie orientale*, noyau du Saint-Empire romain germanique.
- Lothaire I^{er} reçoit la partie médiane, qui prend le nom de Lotharingie, et qui va de la Frise à l'Italie. Il conserve le titre d'empereur.



France, 1982, n° 2208
Le traité de Verdun de 843

Ce traité d'apparence anodine, et normal pour l'époque, a déterminé tout le destin de l'Europe.

Les descendants de Charlemagne passent leur temps à se combattre, entraînant un affaiblissement général. Charles le Gros parvient vers 876 une dernière fois à faire l'unité autour de lui et à reconstituer l'Empire carolingien, mais il est déposé en 887 en Francie orientale par son neveu Arnulf de Carinthie, qui se fait élire souverain par une assemblée de princes. La succession au trône n'est à partir de ce jour plus héréditaire, mais électorale. Arnulf se fait couronner empereur germanique en 896 par le pape.

Les premiers successeurs d'Arnulf sont encore des Carolingiens, mais en 911, ils choisissent Conrad I^{er} de Franconie comme souverain de la Francie orientale. La fin de la dynastie carolingienne et l'élection de Conrad I^{er} en 911 sont considérées par beaucoup comme la date de naissance de l'Allemagne.

Conrad I^{er} meurt en 919, et alors commence la dynastie saxonne, avec d'abord Henri I^{er} l'Oiseleur (919-936), suivie par son fils Otton I^{er} (936-973).

Otton I^{er} doit consacrer beaucoup d'énergie à combattre les Magyars. Malgré leur sédentarisation, les Magyars sont restés un peuple de pillards, et la première moitié du 10^e siècle est une suite ininterrompue de raids dévastateurs dans les pays germaniques et en Italie. Mais à partir de 950, le roi de Germanie Otton I^{er} affirme son autorité et inflige en 955 une défaite écrasante aux Hongrois à Lechfeld, près d'Augsbourg. Cette déroute marque la fin de la suprématie hongroise.



RFA, 2012, n° 2771
Otton I^{er} le Grand



RFA, 1955, n° 92
Millénaire de la bataille de Lechfeld

Otton I^{er}, qui entrera dans l'histoire comme Otton le Grand, suit la politique de Charlemagne en faisant de son alliance avec la papauté la pierre angulaire de sa politique. En 962, il se fait couronner empereur à Rome par le pape. Il prend le titre d'empereur du *Saint-Empire romain*. Ainsi fut créé le rapport entre la royauté allemande et l'idée impériale romaine qui devait subsister pendant des siècles et marquer l'histoire allemande de son empreinte. Le Saint-Empire romain ne sera aboli qu'en 1806... par Napoléon I^{er}.



*1943, Vignettes de bienfaisance pour la Feldpost de la Légion flamande sur le front de l'est
Otton I^{er} le Grand, empereur du Saint-Empire romain*

L'étroite collaboration entre l'empereur et le pape fonctionne aussi longtemps que l'un a besoin de l'autre. Otton I^{er} et ses successeurs Otton II (973-983), Otton III (983-1002) et Henri II (1002-1024) contrôlent l'Église en dirigeant le choix des évêques et même des papes et se considèrent comme les suzerains de Rome et de l'Italie, tandis que les papes profitent de la protection impériale pour assurer l'indépendance et la sécurité des États de l'Église.

Ce difficile équilibre sera la source de nombreux conflits futurs. Ces conflits commencent avec la nouvelle dynastie, la dynastie franconienne, qui règne de 1027 à 1125 : Conrad II (1027-1039), Henri III (1046-1056), Henri IV (1084-1105) et Henri V (1111-1125). En 1059, la papauté décide de réserver l'élection du pape aux seuls cardinaux, et en 1075, elle veut mettre une fin à la nomination des évêques par l'empereur. L'empereur et le pape commencent à se combattre à coups d'excommunications et de dépositions : c'est la "querelle des investitures".

Craignant de perdre son trône, Henri IV est obligé de faire amende honorable devant le pape à Canossa, en 1077.

Cela ne met cependant pas fin aux conflits, et il faut attendre 1122, avec la signature du Concordat de Worms, pour obtenir un apaisement temporaire. Mais ce concordat ne satisfait en fait aucune des deux parties...

Ce qui ne facilite pas les choses, est la tradition qui a été instaurée par Otton I^{er} : le souverain élu allemand ne reçoit le titre d'empereur du Saint-Empire que lors de la cérémonie du sacre par le pape à Rome. Avant son expédition romaine, le futur empereur ne pouvait porter que le titre de "Roi des Romains".



Italie, 1977, FDC avec le timbre n° 1301

900^e anniversaire de la rencontre à Canossa de l'empereur Henri IV et du pape Grégoire VII

Le conflit va rebondir et même s'accroître avec l'avènement de la nouvelle dynastie en 1138, celle des Hohenstaufen : Conrad III (1138-1152), Frédéric I^{er} Barberousse (1155-1190) et Henri VI (1191-1197).

Conrad III de Hohenstaufen est choisi en 1138, mais se heurte à la famille des Welf, ce qui sera une nouvelle source de guerres.

Aussi bien Conrad III que Frédéric I^{er} partent en croisade, sans grands succès. Frédéric I^{er} y perd même la vie par noyade en 1190. Mais il a eu le temps de briser la résistance du prince Welf Henri le Lion, duc de Bavière et de Saxe. Lors de la Diète impériale de Gelnhausen en 1180, ces territoires sont confisqués et attribués à des fidèles de l'empereur. C'est ainsi que la Bavière va passer aux mains de la famille Wittelsbach, qui va y régner jusqu'en 1918 !



RFA, 1995, n° 1637

800^e anniversaire de la mort d'Henri le Lion



RFA, 1980, n° 886

800^e anniversaire de la Diète impériale de Gelnhausen, en 1180

Henri VI met fin en 1194 au royaume normand de l'Italie méridionale et devient roi de Sicile en 1194. Les États du pape sont ainsi coincés entre deux territoires des Hohenstaufen aussi bien au nord qu'au sud. Cela ne peut qu'engendrer de nouveaux conflits.

À la mort d'Henri VI en 1197, son fils Frédéric n'a que trois ans et deux prétendants revendiquent le trône impérial. L'un de la famille Welf, Otton de Brunswick qui se nomme Otton IV, l'autre favorable aux Hohenstaufen, Philippe de Souabe. Chacun a ses partisans : les *guelfes* soutiennent le parti Welf, les *gibelins* sont favorables aux Hohenstaufen.

Lorsque Frédéric II de Hohenstaufen, le fils d'Henri VI, revendique la couronne impériale à sa majorité, il aura le soutien des gibelins, tandis que les guelfes choisiront le parti du pape. Car Frédéric II de Hohenstaufen est pendant toute sa vie en conflit permanent avec le pape.

Frédéric II est en avance sur son temps : tolérant, cultivé et d'une large ouverture d'esprit, il favorise la littérature, la poésie et les sciences. C'est un véritable précurseur de la Renaissance. Mais il est plus Italien qu'Allemand : il passe la majeure partie de son temps en Italie, et, pour s'assurer de la bienveillance des princes allemands qu'il néglige un peu, il leur accorde de nombreux privilèges, des terres et une large autonomie. Cela va finalement se retourner contre lui : les papes successifs excitent les princes allemands à se soulever contre les Hohenstaufen, les persuadant que leur pouvoir serait encore plus étendu avec un autre empereur que cet Hohenstaufen détesté.



RFA, 1977, n° 780



RFA, 1990, n° 1284
Frédéric II de Hohenstaufen



RFA, 1994, n° 1567

Les mérites de Frédéric II de Hohenstaufen ne sont cependant pas négligeables : il est le seul souverain occidental à avoir obtenu, par diplomatie, la restitution de Jérusalem aux chrétiens. Si cela n'a pas duré, c'est surtout dû à l'obstruction du pape !

C'est également grâce à lui que les hordes mongoles, qui, venant de l'est, avaient atteint l'Autriche et déferlaient sur la Pologne, sont arrêtées en 1241. Lors de la bataille de Legnica, les Mongols sont opposés à l'armée polonaise renforcée par les chevaliers de l'Ordre teutonique. Bien que vainqueurs, les pertes des Mongols sont si importantes qu'ils décident de se replier vers l'est.

Cet Ordre teutonique est un ordre militaire chrétien, composé surtout de chevaliers allemands. Avec l'appui de Frédéric II, qui lui accorde d'immenses terres en Prusse, l'ordre conquiert de nouveaux territoires à l'est, et le roi de Pologne lui reconnaît son indépendance et lui accorde la souveraineté sur tous les territoires conquis. C'est un véritable *État monastique des chevaliers teutoniques* qui est ainsi créé. Sa puissance sera redoutable, et ils ne seront écrasés définitivement qu'en 1410 lors de la bataille de Grunwald, par Ladislas II Jagellon, le roi de Pologne et grand-duc de Lituanie. Les chevaliers teutoniques sont en fait les premiers *Prussiens*, qui seront quelques siècles plus tard à la base de l'unification allemande.



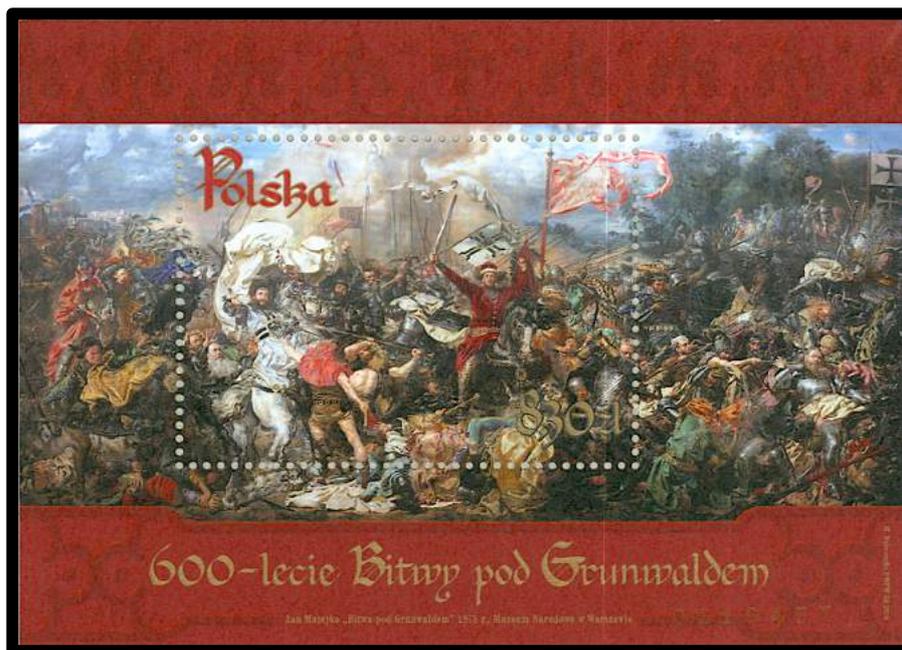
RFA, 1991, n° 1343

750^e anniversaire de la bataille de Legnica en 1241



RFA, 1990, n° 1283

800^e anniversaire de l'Ordre teutonique



Pologne, 2010, bloc 189

La bataille de Grunwald de 1410, d'après l'oeuvre de Jan Matejko

La dynastie des Hohenstaufen s'écroule rapidement après la mort de Frédéric II en 1250. Débarrassé de l'empereur, l'Empire se morcelle en une multitude de petites principautés qui jouissent d'une pleine souveraineté, d'entités séculières ou ecclésiastiques autonomes, et de nombreuses villes libres. L'Empire est devenu un ensemble d'États princiers qui n'ont entre eux qu'un lien très lâche. C'est la conséquence de la politique allemande de Frédéric II, qui avait accordé à de très nombreux princes allemands une large autonomie, pour avoir les mains libres en Italie. On parle du *Grand interrègne*, qui dure de 1250 à 1273.

II. Des Habsbourg à Napoléon I^{er} (1273-1815)

L'élection en 1273 de Rodolphe I^{er} de Habsbourg met fin à l'anarchie. Il essaie de restaurer l'autorité royale en Allemagne, mais se heurte souvent au roi de Bohême, qui est devenu un des princes les plus puissants de l'Empire.

À sa mort en 1291 commence une nouvelle période d'anarchie, pleine d'élections, de nominations et de destitutions. L'Europe entière est divisée en deux clans : d'un côté la papauté et l'Empire romain germanique, de l'autre côté la France de Philippe le Bel et la Bohême.

Pour mettre fin à cette situation, l'archevêque de Mayence Pierre d'Aspelt négocie l'arrivée de la maison de Luxembourg à la tête de l'Empire. En 1309, Henri IV de Luxembourg est couronné empereur sous le nom d'Henri VII. Pierre d'Aspelt parvient également à donner en 1310 la couronne de Bohême au fils d'Henri VII, Jean de Luxembourg.



*Luxembourg, 1953, n° 475
Pierre d'Aspelt, archevêque de Mayence*



*République tchèque, 1996, n° 104
Jean de Luxembourg*

Lorsque Jean de Luxembourg meurt en 1346, à la bataille de Crécy, où son allié et parent le roi de France Philippe VI est battu par les Anglais, son fils Venceslas lui succède sur le trône de Bohême. Il prend le nom de Charles lors de son séjour à la cour de France.

Charles parvient à se faire élire comme roi des Romains en 1346, ce qui lui ouvre la porte du trône impérial : il est effectivement couronné empereur du Saint-Empire en 1355, sous le nom de Charles IV. En réunissant sur sa tête la couronne royale de Bohême (1346) et la couronne impériale (1355), Charles IV fait concentrer tout le prestige de l'Empire sur la Bohême, surtout sur la ville de Prague, où il réside.



*Bohême & Moravie, 1943, n° 102
Charles IV*

Intelligent, cultivé, humaniste avant la lettre, Charles IV est le plus grand souverain tchèque de l'histoire. Il fait de son royaume de Bohême un État puissant, riche et structuré. Il parvient à tenir son pays en dehors de la misère de la guerre de Cent Ans, et il a la chance que la peste, qui sévissait partout ailleurs en Europe, épargne ses territoires.

Rêvant de faire de Prague une ville splendide et grandiose, au rayonnement international, Charles IV remodèle complètement la ville de Prague dans le style gothique. La construction la plus célèbre du roi est sans conteste le pont qui enjambe la Vltava, et qui porte son nom : le pont Charles, construit en 1357.



*République tchèque, 1996, n° 105
Charles IV*



*Luxembourg, 1935, n°s 276/281
Charles IV*



*Tchécoslovaquie, 1955, n° 828E
Le pont Charles*

Une date capitale pour l'Allemagne se situe le 25 décembre 1356, quand Charles IV promulgue la *Bulle d'Or*. Cette bulle fixe les modalités d'élection du souverain et les droits et privilèges respectifs de l'empereur et des princes-électeurs. Le collège des princes-électeurs (*Kurfürsten*) qui doit élire l'empereur est définitivement réduit à sept membres : les archevêques de Cologne, Mayence et Trèves, le roi de Bohême, le duc de Saxe, le comte palatin du Rhin et le margrave de Brandebourg. L'élection doit avoir lieu à Francfort et ne nécessite plus l'unanimité, mais la simple majorité de quatre voix.

En fait, la *Bulle d'Or* confirme la faiblesse de l'autorité royale face à la toute-puissance des princes territoriaux.



*RFA, 2006, n° 2337
650^e anniversaire de la Bulle d'Or par Charles IV*

Le successeur de Charles IV, mort en 1378, est son fils, qui règne sous le nom de Venceslas IV. Moins intelligent que son père, il entre en conflit aussi bien avec l'Église qu'avec la noblesse. Il est destitué de son titre d'empereur en 1400 par les princes-électeurs. Devenu alcoolique, il finit ses jours en 1419 dans le mépris général.



*République tchèque, 1996, n° 106
Venceslas IV*

C'est dans ce contexte que se déroule la crise religieuse, avec Jan Hus comme principal protagoniste. L'Europe est en plein dans le Grand Schisme d'Occident (1378-1417), où deux et même trois papes se disputent la prédominance ecclésiastique. L'Église est cupide, corrompue et pourrie, et vend des indulgences pour mener grand train et entretenir une armée.

L'université de Prague, dominée par les Allemands, avait toujours soutenu le pape romain, jusqu'en 1409, quand le roi évince les Allemands de l'université au profit des Tchèques, dans le but de retrouver un soutien populaire qui lui manquait cruellement.

Jan Hus, né vers 1372, est nommé en 1402 recteur de l'université de Prague. Brillant orateur, il dénonce par ses prêches et ses écrits la dépravation des moeurs des hauts dignitaires de l'Église. Il est excommunié en 1410, et il accepte de se rendre en 1414 au concile de Constance, muni d'un sauf-conduit signé par l'empereur lui-même, pour y défendre ses points de vue. Mais il y est rapidement incarcéré, condamné, et brûlé vif le 6 juillet 1415.



République tchèque, 2002, n° 304



République tchèque, 2015, n° 775

Jan Hus

Dès sa mort, il est considéré par les uns comme un patriote martyr de la nation tchèque, et par les autres, comme un réformateur religieux, martyr de la foi chrétienne face à un catholicisme corrompu. Sa mort engendre le soulèvement hussite, qui va secouer les pays tchèques pendant plusieurs décennies.

Pendant ce temps, à Prague, à la mort de Venceslas IV en 1419, c'est son frère cadet Sigismond (1368-1437) qui lui succède sur le trône de Bohême. Sigismond était déjà roi de Hongrie depuis son mariage en 1385 avec Marie, la fille du roi de Hongrie Louis I^{er} le Grand, de la maison d'Anjou. Il avait fortement contribué à déchoir en 1400 son frère de son titre d'empereur du Saint-Empire, et en est récompensé par le titre de roi des Romains en 1411, ce qui lui permet de devenir lui-même officiellement empereur à son tour en 1433.



République tchèque, 1996, n° 107

Sigismond

Sigismond est chargé dès 1420 par le pape de réduire les hussites au silence. Mais il se heurte à une puissance qu'il avait sous-estimée : le mouvement hussite va être son problème majeur jusqu'à sa mort en 1437.

Sigismond n'est pas reconnu comme souverain par les Tchèques, et son refus de tout compromis provoque une véritable guerre civile, où les hussites, conduits par Jan Žižka, ont longtemps le dessus.



*Tchécoslovaquie, 1952, n°s 671 & 674
Jan Žižka*

Il faut attendre 1436, avec la promulgation des “*Compacta*”, pour voir baisser la tension religieuse. Ces “*Compacta*” sont un compromis où les hussites reconnaissent enfin le vieux Sigismond comme roi de Bohême, et où, en contrepartie, le roi, en accord avec l'Église, accepte certaines revendications du mouvement hussite et lui garantit une certaine tolérance doctrinale.

Sigismond a mis la plus grande partie de son temps et de son énergie pour mettre fin au Grand Schisme. Il réussit dans cette entreprise en convoquant en 1414 le concile de Constance, bien que la condamnation de Jean Hus y laisse une tache indélébile.



*RFA, 2014, n° 2907
600^e anniversaire du concile de Constance*

Les Habsbourg vont connaître un progrès spectaculaire grâce au mariage en 1421 d'Élisabeth de Luxembourg, la fille de l'empereur Sigismond I^{er}, avec le duc d'Autriche Albert de Habsbourg. Cela permet à celui-ci, à la mort sans héritiers de Sigismond I^{er} en 1437, de devenir également roi de Hongrie et roi de Bohême. Ces titres le font élire roi des Romains l'année suivante, en 1438.

Mais il meurt déjà en 1439, laissant un fils, Ladislas, qui décédera lui-même déjà en 1457. Sa mort donne le royaume de Hongrie à la famille Hunyadi, avec Matthias I^{er} Corvin, et le royaume de Bohême au hussite Georges de Poděbrady.



*Tchécoslovaquie, 1964, n° 1330
Georges de Poděbrady, roi de Bohême*



*Slovaquie, 2008, n° 511
Matthias I^{er} Corvin, roi de Hongrie*

Le personnage restant le plus important des Habsbourg est alors le maître de l'Autriche intérieure, Frédéric, le fils d'Ernest de Fer. Frédéric parvient à se faire élire roi des Romains en 1440, et il va se faire couronner empereur à Rome en 1452, sous le nom de Frédéric III.

Toute sa vie sera une longue lutte sans succès pour récupérer les trônes de Hongrie et de Bohême. Mais, s'il ne parvient pas à atteindre ce premier objectif, il réussit pleinement à atteindre le second : la réunification de toutes les possessions autrichiennes des Habsbourg sous sa souveraineté.

L'empereur Frédéric est intelligent, rusé et opportuniste. Pendant son long règne – il meurt en 1493 à l'âge de 78 ans – il est convaincu de la supériorité de sa dynastie, manifestant son ambition dans sa devise latine A.E.I.O.U. (*Austriae est imperare orbi universo* : il appartient à l'Autriche de régner sur le monde entier).



*Autriche, 1946, n° 654
Tombeau de Frédéric III*

Le successeur de Frédéric est son fils, Maximilien d'Autriche. Né en 1459, il se marie en 1477 avec Marie de Bourgogne. Ce mariage avec l'héritière de Bourgogne va s'avérer être un point capital de l'histoire de l'Europe. La maison de Bourgogne est au 15^e siècle la plus riche et la plus prospère de l'Occident. Cependant, le territoire bourguignon est loin d'être homogène : il y a la Bourgogne proprement dite, mais aussi les Pays-Bas, qui vont de l'Artois et des Flandres jusqu'à la Frise. Ces deux parties sont séparées par le duché de Lorraine, et Charles le Téméraire tient à tout prix à réunir et unifier ses possessions. Mais il essuie deux défaites en 1476 face aux Suisses, à Grandson et à Morat, et il perd la vie le 5 janvier 1577 à Nancy, face aux Lorrains.



*Belgique, 1941, n° 580
Charles le Téméraire*



*France, 1977, n° 1943
Bataille de Nancy en 1477,
où Charles le Téméraire perdit la vie*



*Luxembourg, 1996, n° 1340
Marie de Bourgogne*

Maximilien, jouant le rôle de défenseur de l'orpheline, épouse en hâte Marie de Bourgogne, la fille et l'héritière de Charles le Téméraire, et il parvient, malgré les réticences flamandes et la vigoureuse opposition du roi de France Louis XI, à sauver l'essentiel: seules la Bourgogne et la Picardie reviennent à la France, et Maximilien peut sauvegarder tous les autres territoires. Marie de Bourgogne meurt en 1482 des suites d'un accident de cheval.



*Belgique, carte maximum de 1981 avec le timbre n° 2019
Gisants de Marie de Bourgogne et de Charles le Téméraire à Bruges*

Maximilien se fait élire en 1486 roi des Romains, prélude au titre d'empereur du Saint-Empire, toujours détenu par son père Frédéric III. Lorsque celui-ci meurt en 1493, Maximilien hérite d'un immense territoire. En 1508, il prend de sa propre initiative le titre d'empereur : depuis ce jour, la dignité impériale cesse de passer par Rome et par la papauté.



Autriche, 1996, n° 2030



Burundi, 1971, n° 463



Belgique, 1959, n° 1104

L'empereur Maximilien d'Autriche

Son principal souci est l'accroissement de la puissance habsbourgeoise par une habile politique matrimoniale : il marie son fils à Jeanne de Castille, la fille des souverains espagnols Ferdinand d'Aragon et Isabelle la Catholique.



Belgique, 1996, n°s 2661/2662

Philippe le Beau et Jeanne de Castille, dite la Folle

Le couple a six enfants, dont deux garçons qui vont jouer un rôle de première importance en Europe : Charles, né en 1500, qui deviendra Charles Quint, et Ferdinand, né en 1503, le futur empereur. Philippe le Beau meurt en 1506, Ferdinand d'Aragon en 1516 et Maximilien d'Autriche en 1519.

Ces décès et les héritages qui s'en suivent font de Charles Quint le maître du plus grand empire que l'histoire ait connu :

- En 1515, après la mort de son père et ayant atteint sa majorité : les Pays-Bas.
- En 1516, à la mort de son grand-père du côté maternel : l'Espagne, l'immense empire colonial espagnol et des grandes parties de l'Italie.
- En 1519, à la mort de son grand-père du côté paternel : l'Autriche et les possessions héréditaires des Habsbourg.



Belgique, 1949, n° 819



Espagne, 1979, n° 2198



Vatican, 1946, n° 138



Belgique, 1941, n° 576

Charles Quint

Charles Quint est élu en 1519 empereur du Saint-Empire, contre son éternel rival le roi de France François I^{er}. Le choix des princes-électeurs ne dépendait que d'un seul argument : celui qui payerait les plus gros pots-de-vin sera élu. À ce jeu, Charles Quint triomphe grâce à la très forte contribution des banquiers Fugger d'Augsbourg.



RFA, 1959, n° 178

Le banquier Jacob Fugger

Après cette élection, il faut procéder au partage des terres héréditaires habsbourgeoises entre les deux frères, Charles Quint et Ferdinand. Cela se passe à la Diète de Worms en 1521. Cette Diète est une assemblée générale des princes-électeurs et de délégations des nombreuses principautés et villes du Saint-Empire. Ferdinand s'y voit attribuer l'Autriche et Charles l'Espagne et ses colonies, les Pays-Bas et les possessions italiennes. La maison habsbourgeoise comporte depuis lors deux branches bien distinctes : une branche austro-allemande et une branche hispano-hollandaise. La prérogative de concourir pour le titre d'empereur du Saint-Empire va à la branche autrichienne, qui va en profiter presque sans interruption jusqu'en 1806.



RFA, 1971, n° 533

450^e anniversaire de la Diète de Worms de 1521

Mais Charles Quint et Ferdinand sont rapidement confrontés à un problème qui va changer toute la face du monde : une forte agitation religieuse, déclenchée par Luther à partir de 1517, qui a rapidement gagné tous les territoires austro-allemands.

Car Martin Luther, un moine allemand, docteur en théologie à l'université de Wittenberg, est entré en rébellion contre les abus de l'Église. Indigné par la vente d'indulgences pour financer la construction de la basilique Saint-Pierre à Rome, et scandalisé par la richesse, la corruption et le mode de vie des hauts dignitaires de l'Église, à commencer par le pape Léon X, il affiche en 1517 à Wittenberg le texte de ses "95 thèses".

Ce texte se propage rapidement à travers toute l'Allemagne, suscitant chez beaucoup compréhension et enthousiasme.



RFA, 1952, n° 36



RFA, 1961, n° 224



RFA, 1983, n° 1025



RFA, 1996, n° 1673



RFA, 2017, n° 3085

Martin Luther



DDR, 1967, n° 1014



RFA, 1967, n° 409

450° anniversaire de l'affichage des 95 thèses de Luther à l'église de Wittenberg



DDR, 1967, n° 1016

Sommé de comparaître devant le pape à Rome, Luther refuse, ce qui entraîne son excommunication. Il est alors appelé à s'expliquer à la Diète de Worms en 1521, où ses thèses sont rejetées et où il est mis au ban de l'Empire, ce qui fait de lui un hors-la-loi. Mais l'électeur de Saxe le place sous sa protection.

Plusieurs princes de l'Empire, de nombreuses villes et beaucoup d'abbés, d'humanistes et d'intellectuels se rangent du côté de Luther et se rallient à ses points de vue sur l'Église et la papauté.



*DDR, carte maximum de 1982 avec le timbre n° 2402
500^e anniversaire de la naissance de Martin Luther*

Ferdinand, plus tolérant que son frère Charles Quint, accorde une certaine liberté de culte, mais sur l'insistance de Charles Quint, il est contraint d'abroger certaines concessions, ce qui entraîne la protestation des princes réformés. De là le nom de "protestants" donné aux partisans de la Réforme luthérienne.

Luther persévère, fait publier une Bible en langue allemande et édite en 1529 son "Petit catéchisme", un condensé de ses vues sur la foi chrétienne.



RFA, 2017, n° 3074
La Bible de Luther



RFA, 1979, n° 862
Le catéchisme de Luther

Mais Ferdinand ne peut pas se permettre de se montrer trop intransigent, car il a trop besoin des princes protestants devant la menace turque qui se précise : les forces ottomanes ont envahi la Hongrie et menacent l'Autriche.

C'est pour cette raison que Charles Quint tente une dernière fois de rechercher un terrain d'entente, en 1530, lors de la Diète d'Augsbourg. Philippe Mélanchthon, un des premiers disciples de Luther et grand humaniste, rédige la "Confession d'Augsbourg", résumant en 28 articles la profession de foi luthérienne.



RFA, 1980, n° 892
*450^e anniversaire de la
"Confession d'Augsbourg"*



RFA, 1960, n° 201



RFA, 1997, n° 1734

Philippe Mélanchthon

Cette "Confession d'Augsbourg" est un nouvel échec, et, devant la menace de l'empereur, se forme en 1531 la *Ligue de Smalkalde*, qui regroupe la plupart des princes et des villes luthériennes.

Mais Charles Quint, voulant à tout prix imposer à toute l'Allemagne le rétablissement du catholicisme comme religion d'État, envahit la Saxe et remporte en 1547 à Mühlberg une grande victoire sur la Ligue de Smalkalde.



*Belgique, 2000, bloc 85
Charles Quint à la bataille de Mühlberg en 1547*

Mais, malgré cette victoire, rien n'est réglé, car les luthériens restent fidèles à la Réforme. Et c'est un Charles Quint amer et déprimé qui abdique en 1555, laissant la branche hispano-hollandaise de son immense empire à son fils Philippe II, et confiant la branche austro-allemande à son frère Ferdinand, qui reçoit en plus en 1556 le titre d'empereur du Saint-Empire.

La première tâche de Ferdinand est la recherche d'un compromis avec les princes protestants. Un accord est finalement conclu lors de la Diète d'Augsbourg de fin 1555. La "paix d'Augsbourg" reconnaît enfin l'existence, à côté de l'Église catholique, de la religion luthérienne. Le principe choisi est "cujus regio, ejus religio" : ce sont les princes qui choisissent la religion à suivre dans les territoires qu'ils gouvernent. Il n'est donc pas question de liberté religieuse individuelle, mais c'est un pas en avant. Malheureusement, le pape refuse d'accepter la paix d'Augsbourg, et le concile de Trente, qui inaugure la Contre-réforme, provoquera encore des siècles de tensions et même de guerres religieuses.



*RFA, 2005, n° 2313
450^e anniversaire de la paix d'Augsbourg*

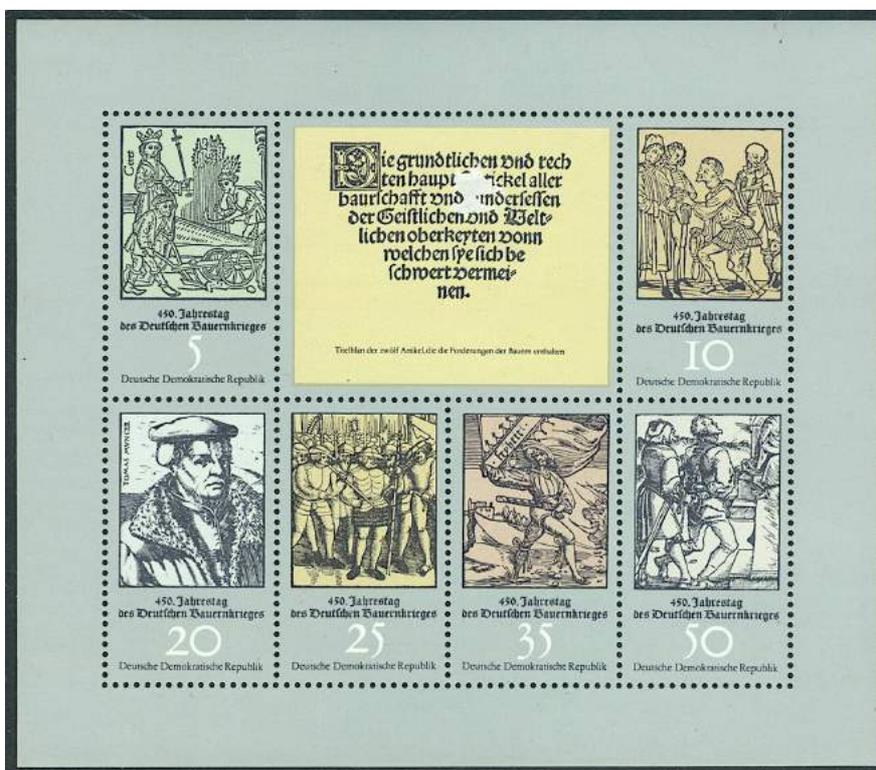
En plus de ces interminables conflits religieux, Charles Quint et son frère Ferdinand sont confrontés à un deuxième problème, social cette fois.

Les masses paysannes allemandes, constatant l'opulence de l'Église et des princes, entre en rébellion en 1524. L'insurrection commence dans la Forêt Noire et se propage rapidement dans toute l'Allemagne centrale et méridionale. C'est une véritable "guerre des paysans" (*Bauernkrieg*) qui va faire trembler l'Empire pendant toute l'année 1525. L'un des leaders en est l'anabaptiste (l'anabaptisme est un courant qui prône un baptême volontaire et conscient) Thomas Müntzer.



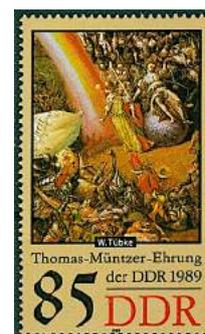
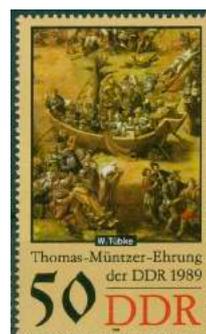
DDR, 1953, n° 140

Thomas Müntzer et la guerre des paysans de 1525



DDR, 1975, n°s 1694/1699

450^e anniversaire de la guerre des paysans de 1525



DDR, 1989, n°s 2874/2878

Commémoration de la guerre des paysans de 1525, menée par Thomas Müntzer

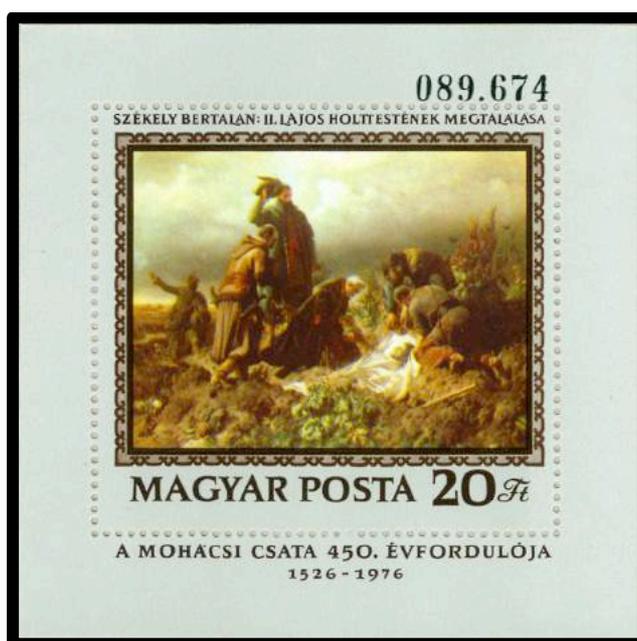
Mais les princes catholiques et protestants s'unissent pour abattre l'insurrection, qui est écrasée en mai 1525. Thomas Müntzer est torturé et finalement décapité.



DDR, 1989, bloc 96

Commémoration de la guerre des paysans de 1525, menée par Thomas Müntzer

Pendant ce temps, la situation était critique aussi bien en Hongrie qu'en Bohême: la proximité des Ottomans rendait l'Europe centrale très vulnérable, surtout après la victoire des Turcs de Soliman le Magnifique le 29 août 1526, à la bataille de Mohács, dans la partie méridionale de la Hongrie actuelle, près du Danube. Pour des raisons de sécurité, la couronne de Hongrie – ou du moins de la partie de la Hongrie encore libre – ainsi que celle de Bohême sont alors données à Ferdinand.



Hongrie, 1976, bloc 126

450^e anniversaire de la bataille de Mohács (1526)

Ferdinand donne toutes les garanties nécessaires de respect des lois et traditions de Bohême et de Hongrie, et accepte toutes les revendications des corps constitués, bien décidé à n'en tenir aucun compte. Il a pour unique but d'y consolider le pouvoir royal et d'y imposer le catholicisme.



*Tchécoslovaquie, 1978, n° 2261
Médaille du couronnement de Ferdinand I^{er} comme roi de Bohême*

Ferdinand, qui avait succédé à son frère Charles Quint sur le trône impérial en 1556, meurt en 1564. Ses successeurs habsbourgeois vont garder la couronne de Hongrie et celle de Bohême jusqu'en 1918, et le titre d'empereur du Saint-Empire jusqu'en 1806 !

Ferdinand avait réglé sa succession avant sa mort, en partageant ses territoires entre ses trois fils. L'aîné, Maximilien II, reçoit la Basse-Autriche (les provinces danubiennes), ainsi que la succession de Bohême et de Hongrie. En tant que fils aîné, il reçoit le titre d'empereur. Il règne de 1564 jusqu'à sa mort en 1576. Il adopte toujours une attitude tolérante et médiatrice dans le conflit religieux entre catholiques et réformés.

Cependant, malgré une paix relative qui n'est que le calme avant la tempête, l'Allemagne reste partagée en ce qui concerne la religion. Le luthéranisme domine en Allemagne du Nord, le catholicisme en Rhénanie. Une troisième force religieuse va encore compliquer cet imbroglio : le calvinisme, dont Heidelberg devient le centre le plus important.



RFA, 1964, n° 307



RFA, 2009, n° 2570

Jean Calvin

Après le concile de Trente (1545-1563), le catholicisme relève la tête, et c'est une véritable compétition qui s'installe au niveau européen : l'Espagne de Philippe II soutient fermement les catholiques, tandis que la sympathie de la France, des Pays-Bas et de l'Angleterre va plutôt vers les princes protestants.

Le successeur de Maximilien II est son fils Rodolphe II, qui règne de 1576 à 1612. Intelligent, cultivé, protecteur des arts et des sciences, il vit surtout à Prague, dont il fait le centre culturel de l'époque.



*Autriche, 1996, n° 2032
La couronne de Rodolphe II, qui sera
la couronne impériale d'Autriche jusqu'en 1918*



*République tchèque, 1997, n°s 143/145
Rodolphe II*

Rodolphe II essaie avec plus ou moins de succès d'imposer le catholicisme dans ses territoires. Mais vers la fin de sa vie, il a de plus en plus de démêlés avec son frère Matthias. Celui-ci avait déjà obtenu en 1595 la succession du Tyrol, et, las de supporter le comportement maniaco-dépressif de son frère Rodolphe, il entre en rébellion contre lui et s'empare du trône de Hongrie en 1608. Dans une tentative désespérée de redresser sa propre situation, Rodolphe fait des concessions envers le protestantisme, qui était déjà en progrès constant.

Malgré ses concessions, Rodolphe II doit abdiquer en 1611 en faveur de son frère Matthias, qui devient également empereur en 1612, à la mort de Rodolphe.

Matthias s'installe de nouveau à Vienne, favorisant le catholicisme. Les protestants de Bohême se révoltent en 1618, et cela est le début d'une répression terrible, sur le plan politique, administratif, religieux et culturel. Le catholicisme devient obligatoire et une germanisation forcée a lieu en Bohême. Matthias I^{er} meurt en 1619. Il avait désigné Ferdinand, le fils de Charles II, qui avait reçu l'Autriche intérieure, comme son successeur.

Ce choix concrétise la réunion de tous les territoires austro-allemands habsbourgeois dans les mêmes mains, mais plonge l'Europe entière dans la terrible guerre de Trente Ans.

La Guerre de Trente Ans (1618-1648) est la première guerre qui a impliqué l'ensemble des puissances européennes continentales. Cette guerre, qui dévaste l'Europe, est la conséquence de l'intransigeance malade de l'empereur Ferdinand II, qui règne de 1619 à 1637.



*Slovaquie, 2018, n° 745
Ferdinand II*

Fervent catholique, il inflige à la révolte protestante de 1618 en Bohême une répression en dehors de toutes proportions. Poussé à bout, le camp protestant de Bohême sollicite l'aide des autres puissances adhérant à la Réforme, et bientôt, le conflit éclate dans toute son horreur.

Les Habsbourg ont pour alliés l'Espagne, la Bavière, et les principautés allemandes catholiques. Les révoltés de Bohême cherchent l'aide chez les principautés allemandes protestantes, au Danemark, en Suède et aux Pays-Bas. La France garde initialement une prudente neutralité.

Un des chefs militaires allemands les plus valeureux est Jean de Werth. Catholique jusqu'au fanatisme, il se met au service de l'empereur Ferdinand II et inflige, à la tête de l'armée bavaroise, de lourdes pertes aux troupes protestantes.



*RFA, 1991, n° 1336
Jean de Werth*

Au début, les forces catholiques menées par Jean t'Serclaes, comte de Tilly et par Wallenstein, ont le dessus. Mais l'entrée en guerre, en 1630, de la Suède protestante remet tout en question. Le roi Gustave II Adolphe et son chancelier Axel Oxenstierna remportent de grandes victoires, jusqu'à la mort du roi à la bataille de Lützen fin 1632. Les armées catholiques parviennent alors à redresser un peu la situation, surtout après la trahison de Wallenstein, qui est assassiné en février 1634.



*Suède, 1920, n° 130
Gustave II Adolphe, roi de Suède*



*Suède, 1936, n° 235
Axel Oxenstierna, chancelier de Suède*



*Suède, 1932, n°s 224/227
Mort du roi Gustave II Adolphe de Suède à la bataille de Lützen en 1632*

C'est alors que la France de Louis XIII et de Richelieu, bien que catholique, entre en scène au côté des protestants. Les considérations d'ordre politique – éviter une trop grande puissance des Habsbourg, aussi bien de la lignée austro-allemande que de la lignée hispano-hollandaise – l'emportent donc sur les considérations d'ordre religieux. Le plus grand succès français contre l'Espagne a cependant lieu juste après la mort de Richelieu et de Louis XIII : le 18 mai 1643, le duc d'Enghien, qui deviendra le "grand Condé" remporte l'éclatante victoire de Rocroi.



*France, 1970, n° 1655
Richelieu*



*France, 1944, n° 615
Condé*



*France, 1960, n° 1258
Turenne*

Les Français de Condé et Turenne et les Suédois de Torstensson infligent plusieurs défaites aux troupes catholiques, au point que finalement, Ferdinand III, empereur depuis 1637, demande la paix. Cette paix est conclue le 24 octobre 1648 par les traités de Westphalie, signés à Münster et à Osnabrück.



Allemagne, 1998, n° 1811

350^e anniversaire des traités de Westphalie



Pays-Bas, 1998, n° 1623

Ces traités de Westphalie sont surtout favorables à la France, qui voit son territoire s'agrandir surtout en Lorraine et en Alsace, au détriment des Habsbourg. La Suède gagne aussi des territoires, tandis que les deux grands perdants sont l'Espagne, qui doit reconnaître définitivement l'indépendance des Pays-Bas, et les Habsbourg, qui, en plus de la perte de nombreux territoires, doivent reconnaître l'indépendance de la Suisse. L'Allemagne est morcelée en un nombre infini de petits états, qui jouissent d'une large autonomie, et où le titre d'empereur, toujours détenu par les Habsbourg, ne signifie pratiquement plus rien. Le plus important de ces états allemands devient, outre la Bavière qui s'en sort plutôt bien, le Brandebourg-Prusse, qui allait être plus tard le noyau de la réunification allemande.

En Allemagne, la souveraineté et l'indépendance des princes territoriaux sont pratiquement totales, et l'empereur du Saint-Empire n'est en fait qu'un prince territorial parmi d'autres, avec un titre en plus.

À la mort de Ferdinand III en 1657, la couronne impériale est donnée à son deuxième fils, Léopold I^{er}, qui va régner jusqu'en 1705. Ce long règne est marqué par les nombreuses guerres dans lesquelles le roi de France Louis XIV entraîne son pays, des guerres où les alliances des princes allemands sont plus que versatiles.

La première guerre de Louis XIV est la guerre de Dévolution, de 1667 à 1668. Elle a déjà la future succession du trône d'Espagne comme cause. Louis XIV fait valoir ses droits – très contestables – sur les Pays-Bas méridionaux. Cette guerre se termine par le traité d'Aix-la-Chapelle (1668), qui donne à la France plusieurs villes de Flandre et du Hainaut. Les princes allemands se tiennent sagement à l'écart de cette guerre, mais ils s'inquiètent des visées expansionnistes du roi de France.



France, 1968, n° 1563

300^e anniversaire du traité d'Aix-la-Chapelle

L'Allemagne est beaucoup plus impliquée dans la deuxième guerre, la guerre de Hollande, qui va durer de 1672 à 1678. Cette guerre trouve son origine dans le fait que Louis XIV convoite toujours les Pays-Bas méridionaux, dans l'espoir d'affaiblir l'Espagne. Il a l'Angleterre et la Suède pour alliés, tandis que l'autre camp est formé d'une coalition des Provinces-Unies, de l'Espagne et du Saint-Empire. Quelques princes allemands catholiques, comme l'archevêque de Cologne, choisissent le camp français, mais la plupart des princes protestants se joignent à la coalition contre la France. Parmi ceux-ci, il y a l'électeur Frédéric-Guillaume de Brandebourg, qui entrera dans l'histoire sous le nom de *Grand Électeur*. Il obtient d'importants succès contre les troupes suédoises.

Le traité de Nimègue (1678), qui termine cette guerre, est favorable à la France, qui y gagne plusieurs places fortes au Nord, comme Cambrai et Valenciennes. L'empereur Léopold I^{er} doit céder la Franche-Comté à la France. Le Grand Électeur est encore moins heureux : il doit restituer pratiquement tous les territoires qu'il avait conquis au détriment de la Suède.



RFA, 1995, n° 1613



B, 1967, n° 279



B, 1988, n° 774

Frédéric-Guillaume de Brandebourg, le Grand Électeur



France, 1977, n° 1932



France, 1978, n° 2015



France, 1978, n° 2016

300^e anniversaire du retour à la France de la Franche-Comté, de Cambrai, de Maubeuge et de Valenciennes, par le traité de Nimègue de 1678

Deux événements vont être d'une importance capitale pour l'Allemagne. Le premier est le fait que les Turcs mettent le siège devant Vienne, en 1683. Mais, pour une fois, tous les princes-électeurs, aussi bien les catholiques que les protestants, s'unissent devant le péril ottoman. L'armée impériale de secours, commandée par le duc Charles de Lorraine, et l'armée polonaise du roi Jean III Sobieski arrivent juste à temps, et les alliés chrétiens infligent une défaite écrasante aux Turcs.



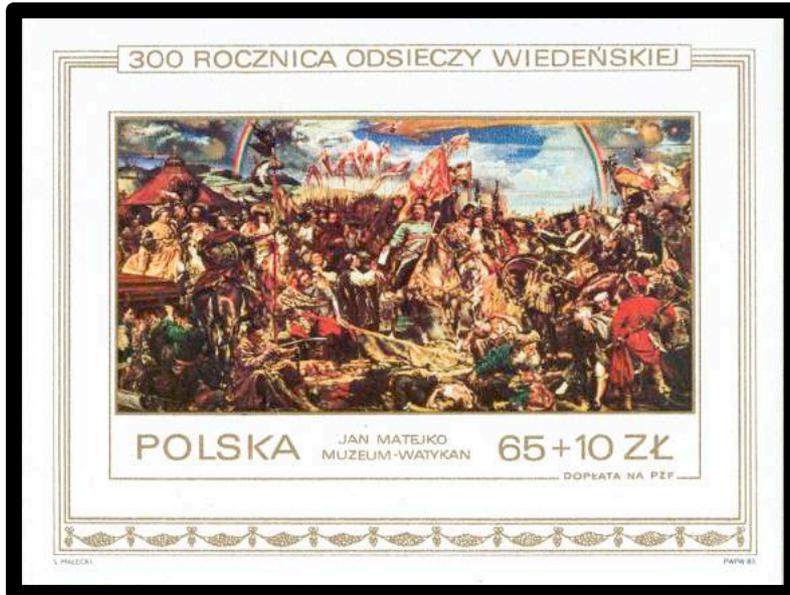
Jean Sobieski, roi de Pologne



Charles V Léopold, duc de Lorraine

Autriche, 1933, n°s 434 & 435

250^e anniversaire du dégagement de la ville de Vienne assiégée par les Ottomans



Pologne, 1983, bloc 101

*300^e anniversaire de la victoire de Jean III Sobieski
contre les Turcs devant Vienne, en 1683*



Pologne, 1999, n° 3570

Le roi Jean III Sobieski

Le deuxième événement important pour l'Allemagne commence en France: sous l'influence de sa dernière maîtresse, madame de Maintenon, qu'il épouse secrètement en 1683, Louis XIV prend de plus en plus le parti des dévots, et en 1685, il révoque l'Édit de Nantes, ce qui signifie la fin de la liberté de culte et engendre immédiatement une persécution féroce contre les huguenots. C'est la plus grande tache sur la mémoire de Louis XIV.

Frédéric-Guillaume de Brandebourg, le Grand Électeur, comprend immédiatement l'avantage que l'exode des huguenots français peut signifier pour le Brandebourg: il promulgue en novembre 1685, à peine trois semaines après la révocation de l'Édit de Nantes (18 octobre 1685), l'Édit de Potsdam (8 novembre 1685), qui accorde d'importants avantages aux huguenots émigrant au Brandebourg, comme l'immunité fiscale pour dix ans et une liberté totale de culte.

Le Grand Électeur met son pays sur la voie de la modernité. Il stimule une immigration de qualité, il rend l'administration de ses territoires nettement plus efficace et centralisée, il assainit les finances, il prend les mesures pour rendre l'industrie, l'agriculture et le commerce florissants et performants, et il met fin aux liens de vassalité qui rattachaient la Prusse à la Pologne. Il est véritablement le créateur de la Prusse moderne.



*France, 1985, n° 2380
300^e anniversaire de la révocation
de l'Édit de Nantes en 1685*



*B, 1985, n° 708
300^e anniversaire de l'Édit de Potsdam*

La troisième guerre de Louis XIV, la guerre de la Ligue d'Augsbourg, va durer de 1688 à 1697. Le roi de France veut consolider ses conquêtes et agrandir son territoire, mais il se heurte à une grande coalition européenne, la Ligue d'Augsbourg, qui regroupe l'Angleterre, les Provinces-Unies, l'Espagne et le Saint-Empire. La plupart des princes allemands, dont le Brandebourg, rejoignent la Ligue d'Augsbourg. Les forces françaises mettent le Palatinat à sac et incendient le château d'Heidelberg, la résidence de l'électeur palatin.

Cette guerre se termine par le traité de Ryswick (ou Rijswijk, 1697). Par ce traité, la France reçoit l'Alsace, mais perd la Lorraine. Elle recède une grande partie des Pays-Bas méridionaux à l'Espagne, mais Louis XIV sait que cela n'est que temporaire : l'on attend la mort prochaine, sans héritiers directs, du roi d'Espagne Charles II, et l'on prépare déjà la prochaine guerre, celle de la Succession d'Espagne (1701-1713).

Entretemps, le Grand Électeur meurt en 1688, et son fils Frédéric lui succède. Il hérite d'un territoire florissant grâce à son père, et en 1701, pour le remercier du soutien du Brandebourg à la politique impériale, l'empereur Léopold I^{er} l'élève à la dignité royale : il devient le roi Frédéric I^{er} de Prusse.



*RFA, 2001, n° 1994
300^e anniversaire de la naissance en 1701 du royaume de Prusse*

La dernière guerre de Louis XIV est la guerre de Succession d'Espagne, qui va durer de 1701 à 1713. Louis XIV veut placer son petit-fils sur le trône vacant d'Espagne, tandis que l'empereur Léopold I^{er} estime que la couronne espagnole revient à un Habsbourg.

Ici aussi, la France se heurte à une coalition regroupant l'Angleterre, le Saint-Empire, la Prusse, les Provinces-Unies et la majorité des princes allemands, à l'exception du duc de Bavière et de l'électeur de Cologne.

La guerre se déroule initialement surtout en Flandre et en Allemagne, jusqu'à ce que le duc de Marlborough et le prince Eugène de Savoie infligent en 1704 une sévère défaite à la France, lors de la bataille de Blenheim.



*Luxembourg, 1986, n° 1097
Le duc de Marlborough*



*Autriche, 2010, n° 2682
Le prince Eugène de Savoie*

Les deux grands généraux, adversaires de Louis XIV, dans la guerre de Succession d'Espagne

Finalement, après tant de guerres, les adversaires sont épuisés et la paix est recherchée. La guerre se termine avec les traités d'Utrecht (1713) et de Rastatt (1714), où Louis XIV parvient à faire accepter son petit-fils Philippe V sur le trône d'Espagne, mais au prix de telles conditions que la France, à la mort de Louis XIV en 1715, se retrouve en piteux état, avec une grande crise financière et économique.

Le 18^e siècle, dans cette Allemagne morcelée, et où le titre impérial ne signifie plus rien, est caractérisée par la dominance de deux dynasties : les Habsbourg, qui gardent le titre impérial, mais qui n'ont le pouvoir effectif que dans leurs États patrimoniaux (Autriche, Hongrie, Croatie, Bohême, Silésie et de nombreux territoires en Italie) et Les Hohenzollern, dont le chef a été élevé en 1701 à la dignité royale, qui domine l'Allemagne du Nord. Les deux dynasties évoluent vers une monarchie centralisée et absolue, mais influencée par les philosophes français : c'est le "despotisme éclairé".

Du côté des Habsbourg, après la mort de Léopold I^{er} en 1705 et le court règne de son fils Joseph I^{er} de 1705 à 1711, commence le règne du frère de celui-ci, Charles VI, qui va durer jusqu'à sa mort en 1740.



Autriche, 1908, n° 101



*Autriche, 1910, n° 119
Charles VI*

En Prusse, après Frédéric I^{er} qui meurt en 1713, vient Frédéric-Guillaume I^{er}, qui règne de 1713 à 1740. Avare, brutal, grossier et autoritaire, il tyrannise son fils, le futur Frédéric II. Il redresse les finances de la Prusse, et renforce considérablement l'armée prussienne, dont il fait la force armée la mieux organisée et la plus disciplinée d'Europe. Cela lui vaut le surnom de Roi-Sergent.

Le Hohenzollern Frédéric-Guillaume I^{er} et le Habsbourg Charles VI meurent la même année. En Prusse, la succession est facile : le fils du roi défunt devient à son tour roi de Prusse sous le nom de Frédéric II. La succession habsbourgeoise est plus difficile. Pendant toute sa vie, le principal souci de Charles VI avait été d'assurer sa succession. C'est la raison de la promulgation, déjà en 1713, de la *Pragmatique Sanction*. Cet édit établissait qu'à défaut d'héritiers mâles, la succession reviendrait d'abord aux filles du dernier empereur régnant, c'est-à-dire les siennes.

Les longs efforts de Charles VI pour faire accepter les clauses de cette *Pragmatique Sanction*, aussi bien dans ses propres États que par les nations européennes, déterminèrent toute la politique et la diplomatie de son règne. C'est donc grâce à cet édit de 1713 que la succession revient en 1740 à sa fille Marie-Thérèse.



DR, 1933, n^{os} 467/469



DR, 1926, n^o 382



RFA, 1986, n^o 1124



B, 1986, n^o 725

Le roi de Prusse Frédéric II le Grand



Autriche, 1908, n^o 102



Autriche, 1910, n^o 120

L'impératrice Marie-Thérèse d'Autriche



(Andreas Moller)



*Autriche, 1980, n°s 1467/1469
(Martin van Meytens)*



(Joseph Ducreux)



Slovaquie, 2000, n° 337



*Hongrie, 2001, n° 3806
L'impératrice Marie-Thérèse d'Autriche*



Belgique, 1949, n° 822



Hongrie, 2017, bloc 392

*300^e anniversaire de la naissance de l'impératrice Marie-Thérèse d'Autriche
Émission conjointe de l'Autriche, de la Croatie, de la Hongrie, de la Slovénie et de l'Ukraine*

Jeune et inexpérimentée, Marie-Thérèse se heurte dès le début à Frédéric II de Prusse, qui vient lui aussi de monter sur le trône. Au mépris de tous les accords et de toutes les promesses, il attaque l'Autriche et s'empare de la Silésie : c'est le début de la guerre de Succession d'Autriche (1740-1748).

Dans cette guerre de Succession d'Autriche, la Prusse s'allie à la Bavière, la Saxe, et surtout à la France et à l'Espagne, trop heureux d'affaiblir l'Empire autrichien, qui pour sa part compte sur le soutien anglais et hollandais. La guerre se déroule surtout dans les Pays-Bas autrichiens, et la bataille principale a lieu le 11 mai 1745 à Fontenoy. L'armée française, commandée par Maurice de Saxe, y bat l'armée anglo-autrichienne.



Belgique, 1995, n° 2600 Irlande, 1995, n° 900

France, 1970, n° 1657

La bataille de Fontenoy de 1745

La guerre est nettement défavorable à l'Autriche, mais celle-ci sauve l'essentiel en 1748 au traité de paix d'Aix-la-Chapelle : elle perd la Silésie au profit de Frédéric II de Prusse, ainsi que ses possessions de Parme, Plaisance et Guastalla en Italie, qui passent aux Bourbon d'Espagne, mais elle récupère l'entièreté des Pays-Bas autrichiens.

Marie-Thérèse parvint à s'imposer dans ses États grâce à son courage, sa persévérance, sa grandeur d'âme et sa droiture. Se sentant assez forte, elle se lance en 1756 dans une nouvelle guerre contre son ennemi de toujours, Frédéric II de Prusse, afin de récupérer la Silésie. Ce dernier, de son côté, essaie de s'approprier la Saxe.

Le conflit dégénère en une guerre européenne, la guerre de Sept Ans (1756-1763). Il y a d'un côté la Prusse (Frédéric II) et la Grande-Bretagne (George II, puis George III), de l'autre côté l'Autriche (Marie-Thérèse), la France (Louis XV), l'Espagne (Charles III) et la Russie (Élisabeth I^{re}).



*Royaume-Uni, 2011, n°s 3537 & 3538
George II & Georges III d'Angleterre*



*France, 1968, n° 1572
Louis XV de France*



*Espagne, 1978, n° 2142
Charles III d'Espagne*



*RFA, 2012, n° 2733
Frédéric II de Prusse*



*Russie, 2009, bloc 322
La tsarine Élisabeth I^{re}*



*Luxembourg,
1996, n° 1341
Marie-Thérèse d'Autriche*

La Prusse remporte les premiers succès militaires, mais l'entrée en guerre de la Russie change tout, et en 1761, la Prusse est en pleine déroute. Après avoir frôlé l'effondrement, la Prusse est finalement sauvée par l'abandon des hostilités par la Russie, où Pierre III, prussophile et grand admirateur de Frédéric II, a pris début 1762 la succession de sa mère, la tsarine Élisabeth.

Finalement, les belligérants, épuisés, signent en 1763 le traité de Paris. Ce traité est catastrophique pour la France, qui perd la grande majorité de ses colonies au profit de l'Angleterre. L'Autriche renonce à la Silésie, et la Prusse à la Saxe. En Europe, c'est pratiquement le statu quo territorial, mais la Grande-Bretagne a définitivement surclassé la France comme première puissance mondiale.

À la mort en 1765 de son époux, François I^{er}, qui portait le titre d'empereur, Marie-Thérèse associe son fils et successeur, le futur Joseph II, au gouvernement. La même année, il succède également à son père comme empereur du Saint-Empire.

Marie-Thérèse meurt en 1780, regrettée par tout un peuple. Elle a eu seize enfants, dont les deux futurs empereurs Joseph II et son frère Léopold II, ainsi que Marie-Antoinette, qui, pour son malheur, épouse le roi Louis XVI de France, et sera guillotinée en 1793. Frédéric II, quant à lui, meurt en 1786.



Autriche, 1908, n° 103



*Autriche, 1981, n° 1513
Joseph II*

Joseph II règne de 1780 à 1790. Il se montre un souverain moderne et réformiste, bien que ses réformes, trop brutales, ne sont ni comprises ni acceptées par ses sujets. Il ambitionne la transformation de ses territoires habsbourgeois, où régnait une grande diversité de langues, de cultures et de religions, en un ensemble cohérent, centralisé et bien organisé, suivant en cela l'exemple de Frédéric II de Prusse. Influencé par les idées du Siècle des Lumières, il est souvent plus doctrinaire que diplomate.

Il promulgue en 1781 l'*édit de Tolérance*, garantissant la liberté de culte. Cet édit s'est heurté à de vives résistances de la part de la hiérarchie catholique.



*Belgique, 1982, n° 2049
200^e anniversaire de la promulgation de l'édit de Tolérance*

Les réformes entraînent la perte de fonctions et de privilèges séculaires dans l'administration, la noblesse et le clergé, et engendrent la révolution brabançonne de 1789-1790, qui échoue à cause de la mésentente parmi ses leaders.



*Autriche, 1996, n° 2025
Marie-Thérèse et Joseph II*

Désabusé et aigri par tant d'incompréhension, Joseph II meurt en 1790. Son frère Léopold II lui succède. Nettement plus conservateur, il ne règne que deux ans, juste le temps d'annuler la majeure partie des réformes de son frère. Il meurt en 1792.



*Autriche, 1908, n° 105
Léopold II*

Tandis qu'en Autriche, François II succède à son père en 1792, en Prusse, c'est Frédéric-Guillaume II qui succède à son oncle Frédéric II en 1786, et qui règne de 1786 à 1797. Après lui viendra son fils Frédéric-Guillaume III, de 1797 à 1840.



Autriche, 1908, n° 107



Autriche, 1910, n° 125

François II

L'Allemagne est, en 1789, un ensemble d'États souverains comprenant environ 300 principautés et une cinquantaine de villes libres, où dominent la Prusse des Hohenzollern au nord et les États des Habsbourg au sud. Alors que tout semble figé, le monde va changer entièrement avec la Révolution française de 1789.

Dès le début, les idées de la Révolution provoquent l'inquiétude de l'empereur et des princes allemands. Hostiles à la France révolutionnaire, l'Autriche et la Prusse signent en 1792 un traité d'alliance. Mais leur offensive est arrêtée le 20 septembre 1792 par la victoire française de Valmy.



France, 1971, n° 1679

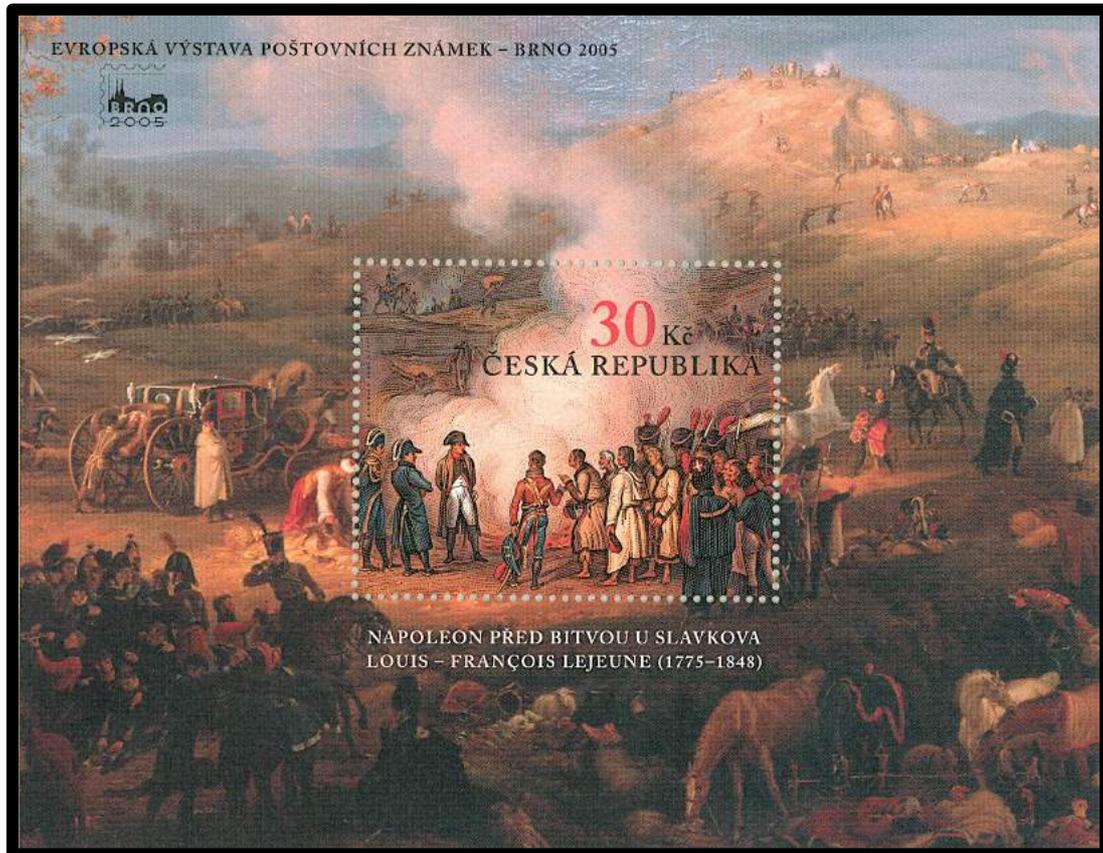
La bataille de Valmy (1792)

Il y a ensuite encore plusieurs batailles, comme à Jemappes (victoire française, 6 novembre 1792), Neerwinden (victoire autrichienne, 18 mars 1793) et Fleurus (victoire française, 26 juin 1794). Cette dernière victoire permet à la France d'occuper la rive gauche du Rhin, qui est rattachée à la République française.

Cette rive gauche, maintenant française, est divisée en quatre départements : Roer, Sarre, Rhin-et-Moselle et Mont-Tonnerre. Une nouvelle coalition de l'Angleterre, de la Russie et de l'Autriche est à nouveau défaite par Napoléon, qui devient ainsi le véritable maître de l'Allemagne.

Napoléon modifie sensiblement le paysage politique allemand, en réduisant fortement le nombre des principautés et des villes libres. L'Autriche et la Prusse sont contraintes d'accepter cette réorganisation.

Napoléon, conscient de la nécessité d'avoir des alliés en Allemagne, accorde un traitement de faveur à Bade, au Württemberg et à la Bavière. Mais l'Autriche se refuse à accepter le démembrement de l'Empire, et entre dans une troisième coalition, de nouveau avec la Russie et l'Angleterre. Mais Napoléon est de nouveau victorieux, et il occupe Vienne en 1805. À la fin de 1805, il remporte une victoire décisive à Austerlitz, et François II est obligé de signer le traité de Presbourg, par lequel il renonce aux possessions des Habsbourg en Italie.



*République tchèque, 2005, bloc 20
200^e anniversaire de la bataille d'Austerlitz*



*Slovaquie, 2005, n° 445
200^e anniversaire du traité de Presbourg (Bratislava)*

En 1806, Napoléon crée la “Confédération du Rhin”, qui regroupe de nombreuses principautés qui jouissaient déjà de la “protection” de Napoléon, dont la Bade, le Württemberg et la Bavière, qui ne demandent pas mieux que de sortir de l'inutile et obsolète Saint-Empire.

Et, suite à un véritable ultimatum de Napoléon, l'empereur François II est contraint le 6 août 1806 de renoncer à la couronne impériale du Saint-Empire. Le Saint-Empire, créé en 962, se termine ainsi en 1806 sous les coups conjugués de Napoléon et de sa clientèle de princes allemands. François II devient maintenant plus modestement François I^{er}, empereur d'Autriche.

La Prusse s'était avec sagesse tenue à l'écart de la deuxième et de la troisième coalition, mais elle est à la base, à partir de 1806, d'une quatrième coalition, avec l'Angleterre et la Russie. Napoléon est encore une fois vainqueur, il leur impose le traité de Tilsit de 1807, qui démembrer la Prusse et neutralise la Russie. Et, pour renforcer sa mainmise sur l'Allemagne, Napoléon crée le royaume de Westphalie, avec Kassel pour capitale, dont il donne la couronne à son frère Jérôme.

Mais la Prusse, effondrée militairement et politiquement en 1806, se redresse rapidement et devient le centre de la résistance contre les Français. Deux grands ministres introduisent d'importantes réformes en Prusse, pour redresser le pays et en faire en un temps record un État moderne : le baron Heinrich Friedrich Karl vom Stein et le comte Karl August von Hardenberg.



RFA, 1957, n° 149



*RFA, 2007, n° 2449
Heinrich Friedrich Karl vom Stein*



DDR, 1953, n° 141



*B, 1972, n° 406
Karl August von Hardenberg*

Deux hauts officiers s'occupent en même temps de la reconstruction de l'armée, qui est complètement réorganisée et modernisée : le général Gerhard von Scharnhorst et le feld-maréchal August Neidhardt von Gneisenau. Ils sont aidés en cela par le général Carl von Clausewitz, qui sera plus tard l'auteur d'un célèbre traité de stratégie militaire, "Vom Kriege".



*DDR, 1960, n°s 508/509
August Neidhardt von Gneisenau*

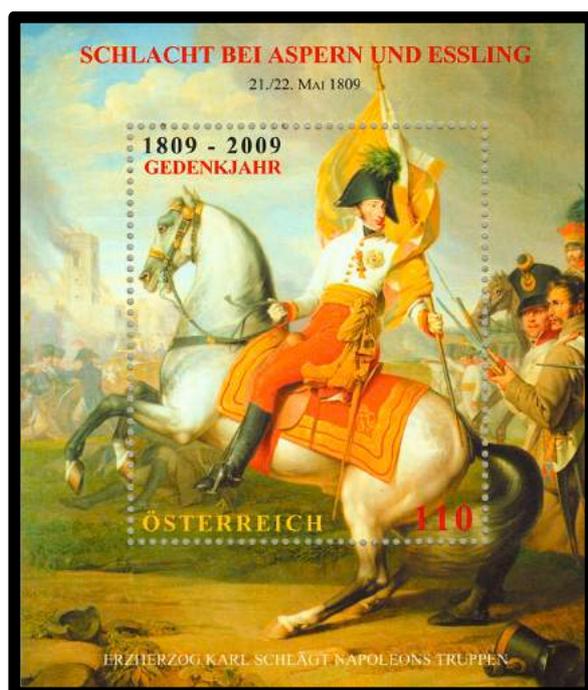


*DDR, 1963, n° 698
Gerhard von Scharnhorst (à gauche)*



*RFA, 1981, n° 948
Carl von Clausewitz*

L'Autriche était alors restée sagement à l'écart de la quatrième coalition, mais elle reprend les armes en 1809. Napoléon, affaibli, subit d'abord une défaite à Aspern et Essling, les 21 et 22 mai 1809, mais il retourne rapidement la situation en remportant la bataille de Wagram le 6 juillet 1809. Napoléon entre à Vienne, et après cette nouvelle défaite, l'Autriche doit accepter encore une fois une paix humiliante, avec le traité de Schönbrunn de 1809. Comble de l'humiliation : Napoléon épouse en 1810 la fille de l'empereur François I^{er}, Marie-Louise.



*Autriche, 2009, bloc 54
200^e anniversaire des victoires autrichiennes d'Aspern et d'Essling face à Napoléon, en mai 1809*

Des rébellions plus locales contre l'occupant français ont à la même époque lieu au Tyrol (Andreas Hofer) et en Westphalie (Ferdinand von Schill). Hofer est finalement capturé et exécuté en 1810, tandis que von Schill est tué au combat en 1809.



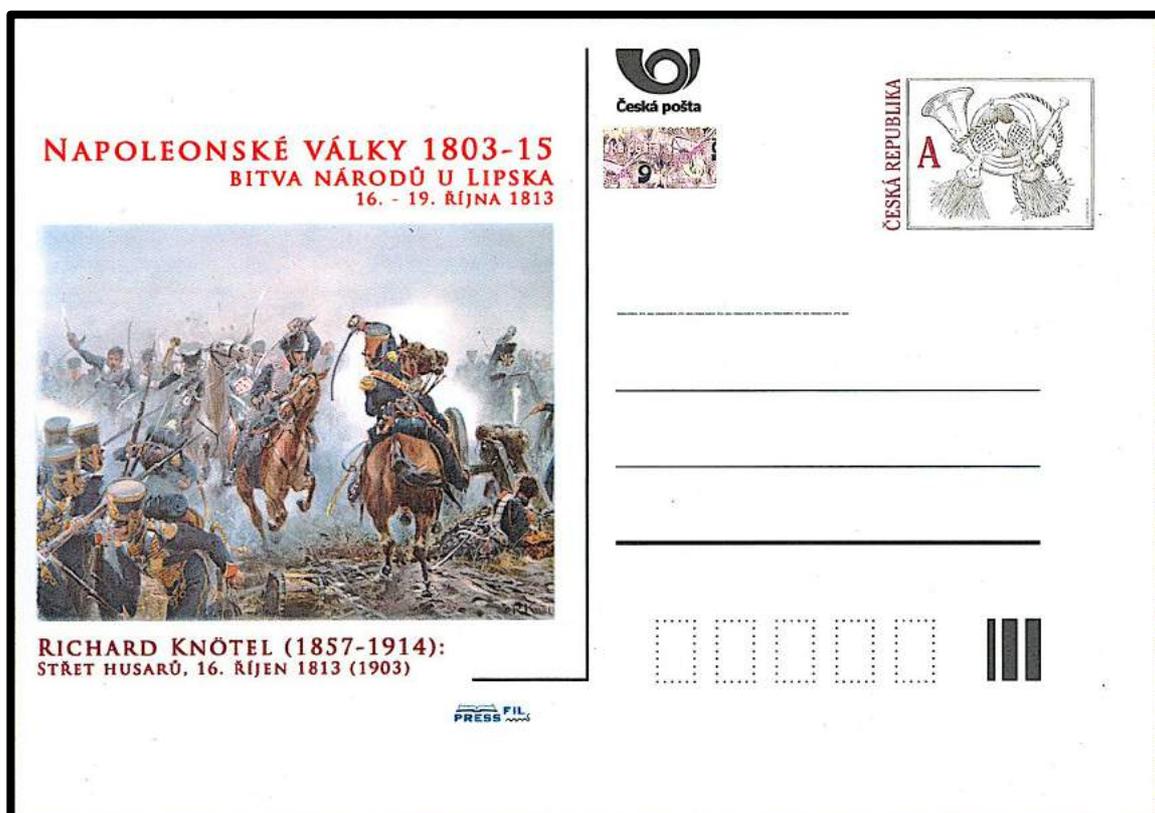
*Autriche, 1950, n° 785
Andreas Hofer*



*DDR, 1953, n° 142
Ferdinand von Schill*

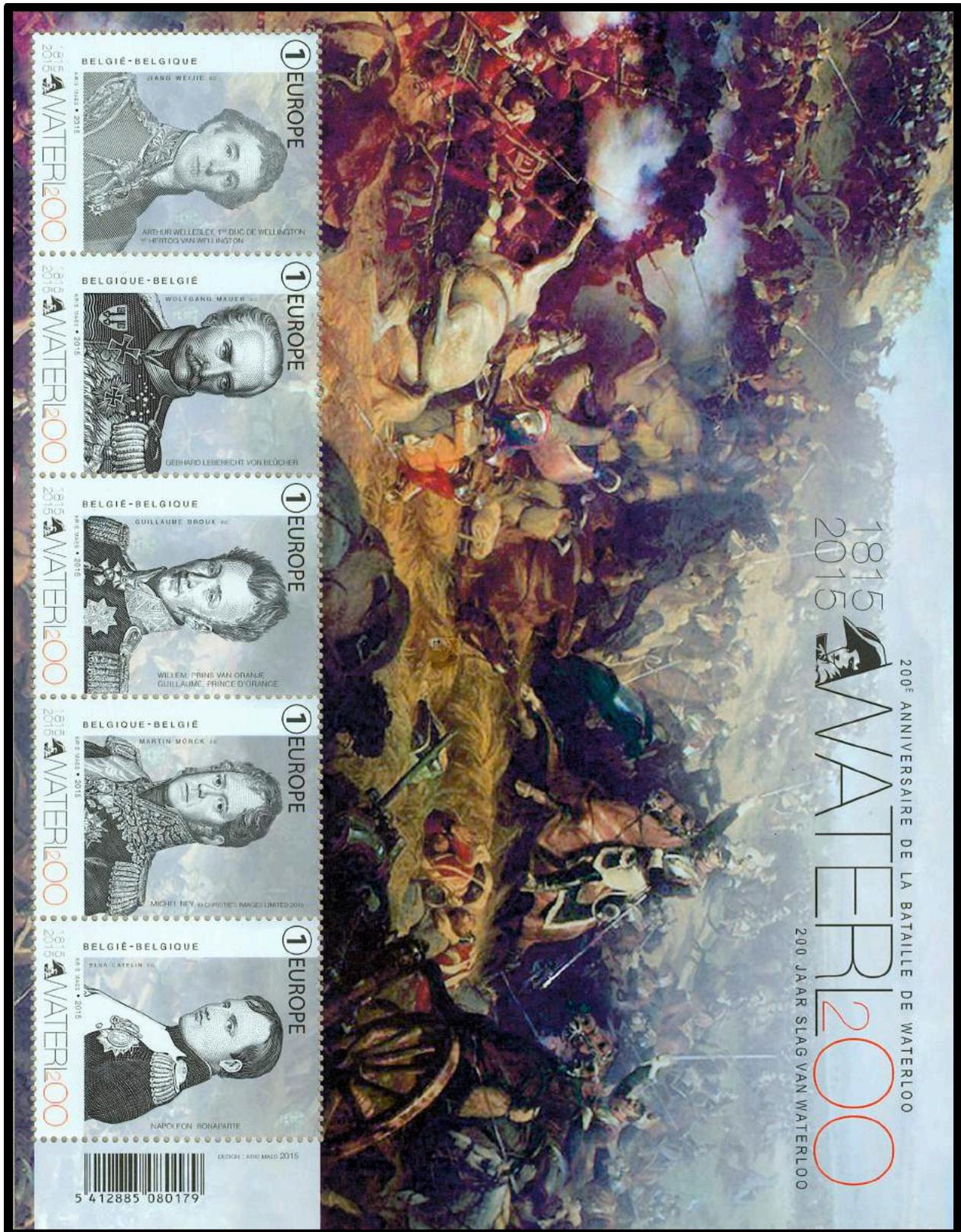
Devant l'évidente mauvaise volonté du tsar Alexandre I^{er} de respecter les clauses du traité de Tilsit, Napoléon envahit la Russie, mais cette invasion est un échec complet, l'empereur ayant sous-estimé le terrible hiver russe.

Fortement affaibli après la désastreuse retraite de Russie pendant l'hiver 1812-1813, Napoléon doit faire face à une nouvelle coalition de la Russie et de la Prusse, à laquelle adhère ensuite l'Autriche. Après des victoires à Lützen et à Bautzen en mai 1813, Napoléon est battu en octobre 1813 à Leipzig.

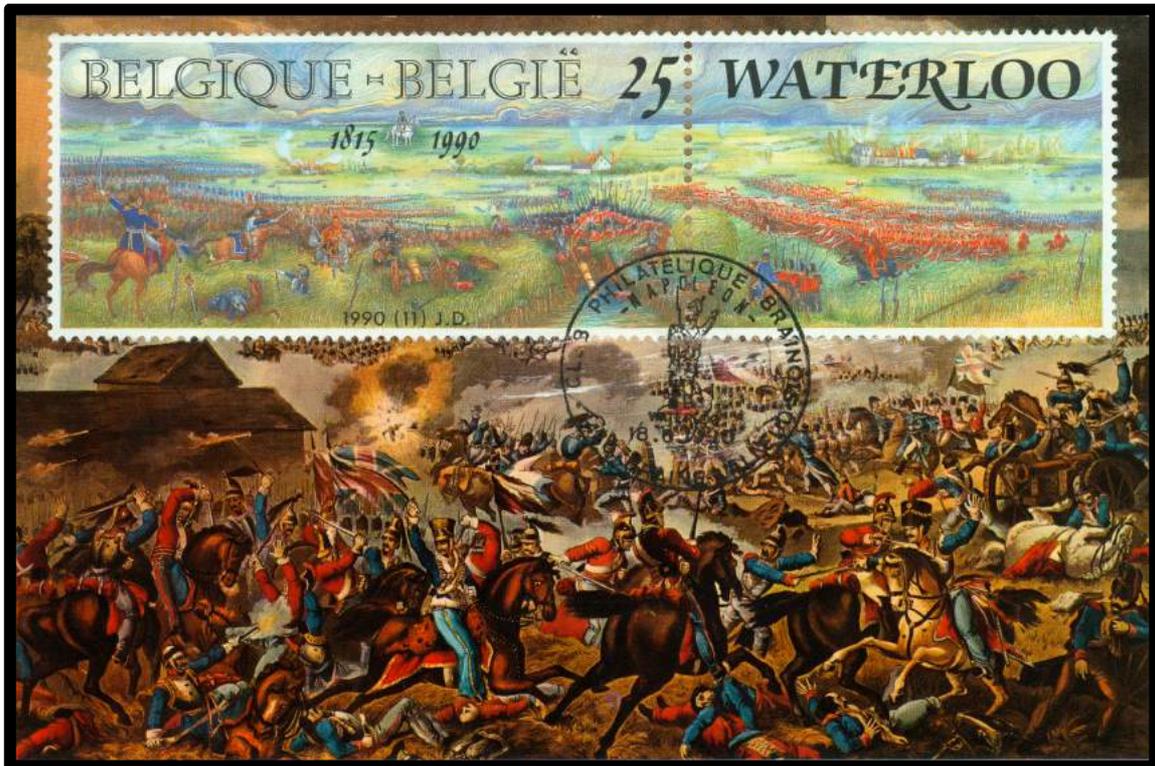


République tchèque, carte postale commémorant la défaite de Napoléon à Leipzig en 1813

La suite est connue : Napoléon est forcé d'abdiquer en 1814, et est exilé à l'île d'Elbe. Après son retour, qui sème la panique en Europe, son épopée s'achève à la bataille de Waterloo le 18 juin 1815. C'est le général prussien Gebhard Leberecht von Blücher, alors âgé de 73 ans, qui décide de l'issue de la bataille.



*Belgique, 2015, bloc 229
200^e anniversaire de la bataille de Waterloo
Wellington, Blücher, Guillaume d'Orange, le maréchal Ney et Napoléon*



*Belgique, carte maximum de 1990 avec le timbre n° 2376
175^e anniversaire de la bataille de Waterloo*



DDR, 1953, n° 143



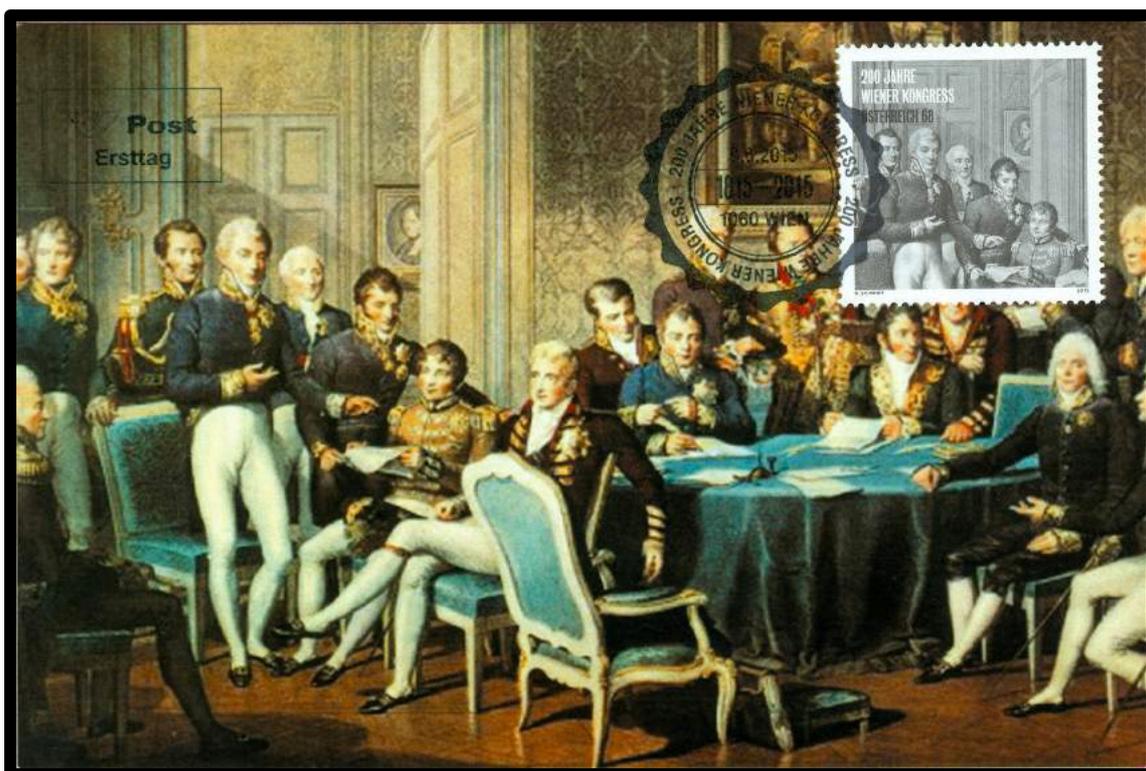
*RFA, 1992, n° 1473
Blücher*



*DDR, 1963, n° 694
Blücher (à droite)*

III. D'abord l'union, puis la chute (1815-1918)

Le congrès de Vienne de 1814-1815 déçoit fortement ceux qui avaient espéré une poussée vers l'union des peuples germanophones. Sous l'impulsion de Metternich, l'on revient à la situation antérieure à Napoléon I^{er}. Le Saint-Empire romain germanique avait cessé d'exister en 1806, mais il est remplacé par le *Deutscher Bund* (la Confédération germanique) auquel adhèrent 39 États et quatre villes libres (Brême, Hambourg, Lübeck et Francfort-sur-le-Main). Officiellement, l'empereur d'Autriche en a une présidence purement honorifique, mais en fait, dans chaque principauté, le roi ou le prince garde une entière souveraineté.



*Autriche, carte maximum de 2015 avec le timbre n° 3045
Le Congrès de Vienne, d'après un tableau de Jean Godefroy*

Deux États de la Confédération ont pour souverain des princes étrangers : le Luxembourg, sur lequel règne le roi des Pays-Bas, et les duchés de Schleswig, du Holstein et du Lauenburg, sur lesquels règne le roi de Danemark. Ce sera la source de nombreux conflits futurs.

Metternich, soucieux de restaurer l'ordre ancien, espère, en donnant à chaque souverain un pouvoir exécutif presque illimité, que l'Allemagne pourra ainsi résister aux tendances libérales et au mouvement unitaire. Quelques princes, surtout en Allemagne du Sud, acceptent bien d'octroyer une constitution à leur État, mais ils veillent à demeurer le maître de l'exécutif.

La première manifestation contre le système vient des étudiants : le "*Burgenschaft*", une association d'étudiants qui est née à l'université d'Iéna, organise le 18 octobre 1817 au château de Wartburg une manifestation, officiellement pour commémorer le tricentenaire de la protestation de Luther, mais en réalité pour demander plus de liberté et plaider pour l'union.



DDR, 1953, n° 144

La manifestation des étudiants à Wartburg le 18 octobre 1817

Mais, toujours sous l'impulsion de Metternich, la répression s'abat sur l'Allemagne : arrestation de leaders libéraux, censure, contrôle des universités, etc.

Il faut attendre l'année 1830, avec les révoltes qui secouent l'Europe (France, Pologne, Belgique), pour voir les libéraux et les unionistes se redresser. Des émeutes éclatent dans plusieurs principautés, et plusieurs souverains sont contraints de céder, comme en Bade et en Saxe. En Saxe, c'est le prince héritier et futur roi Frédéric-Auguste II qui commence une politique de réforme et de libéralisation.



Saxe, 1851, n° 2a (fac-similé)

Le roi Frédéric-Auguste II

Sentant le moment venu, les unionistes organisent le 27 mai 1832 une fête patriotique au château de Hambach, où ils plaident pour une Allemagne unie et libre. Mais ici aussi, la réaction de Metternich et des princes est très dure, et les leaders, dont Johann Georg August Wirth, sont emprisonnés.



RFA, 1982, n° 962

150^e anniversaire du rassemblement de Hambach



RFA, 1998

Cachet commémorant Johann Georg August Wirth

En vue d'harmoniser les règles fiscales et économiques et créer un marché intérieur unique, la Prusse fonde en mars 1833 le "Zollverein", une union douanière, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1834. C'est une proposition de l'économiste Friedrich List, qui œuvre pour l'abolition des douanes intérieures et la création d'un système douanier unique en Allemagne. Ce *Zollverein* va donner à la Prusse une position dominante en Allemagne.

Ce parlement nommé en juin 1848 l'archiduc Jean d'Autriche, le frère de l'empereur défunt François 1^{er}, connu pour ses idées libérales, régent d'Allemagne.



RFA, 1998, n° 1819

150^e anniversaire du parlement de Francfort (timbre de droite)



Autriche, 1959, n° 903



Autriche, 1984, n° 1602

L'archiduc Jean d'Autriche

Cependant, il y a un gros décalage entre les événements de Berlin et ceux de Francfort. À Berlin, une grave insurrection ouvrière éclate, qui menace le trône de Frédéric-Guillaume IV. Les émeutes ont une telle ampleur que le roi de Prusse est obligé de faire appel à l'armée. Celle-ci écrase l'insurrection prolétaire et met fin aux troubles en prenant le contrôle de la ville.



DDR, 1953, n° 145

Les émeutes de 1848 à Berlin

Et, comme si rien ne se passait à Berlin, en même temps le parlement de Francfort continue ses travaux et prépare une constitution valable pour toute l'Allemagne. Mais dès le départ, la question se pose : quelle Allemagne ? Les conservateurs veulent la solution *Gross-Deutsch*, incluant l'Autriche, tandis que les libéraux suivent la tendance *Klein-Deutsch*, sans l'Autriche. Les partisans de la solution *Klein-Deutsch* l'emportent, et en mars 1849, le parlement de Francfort adopte la constitution qui fait de l'Allemagne un État fédéral avec à sa tête un empereur.

En avril 1849, le parlement propose au roi Frédéric-Guillaume IV de Prusse la couronne d'une Allemagne unifiée, mais après les événements de Berlin, le roi de Prusse se méfie et finalement refuse la couronne impériale. Ce refus du roi de Prusse signifie la fin des espoirs d'une unification allemande.



Prusse, 1858, n° 11
Le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV

Après cet échec vient à nouveau le temps de la répression, et de nombreux Allemands choisissent l'émigration, surtout vers les États-Unis.

Ayant réussi à rétablir l'ordre dans son royaume grâce à l'armée, le roi de Prusse essaie de profiter de ce prestige pour réaliser une "*Union des princes allemands*", présidée bien sûr par lui-même. Mais l'Autriche oppose son veto à cette union restreinte, et tout redevient comme avant 1848.

Les partisans de l'unité allemande reprennent espoir à partir de 1858, lorsque le roi de Prusse, malade, donne la régence à son fils, qui devient en 1861 le roi Guillaume I^{er}. Mais deux tendances continuent à s'opposer : la tendance *Klein-Deutsch* sous la direction de la Prusse et la tendance *Gross-Deutsch*, qui veut inclure l'Autriche, surtout par crainte d'une suprématie prussienne. L'heure de Bismarck va bientôt sonner.



RFA, 1965, n° 334



RFA, 2015, n° 2956
Otto von Bismarck

Otto von Bismarck a 47 ans lorsqu'il est nommé, en 1862, chef du gouvernement prussien. Pendant 28 ans, jusqu'à la fin de sa carrière politique en 1890, il va s'efforcer de réaliser l'union allemande sous la direction de la Prusse.

Ayant constaté qu'il lui serait impossible d'imposer ses vues sans une force armée considérable, il commence par renforcer le potentiel militaire de la Prusse, créant une grande armée efficace et bien équipée.

Bismarck s'attaque d'abord au Danemark, avec la question du Schleswig et du Holstein, qui se situent dans le nord de l'Allemagne. Le Schleswig, la partie plus septentrionale, avec Flensburg comme ville principale, touche au Danemark, qui possède le Schleswig du Nord, tandis que le Holstein est la partie plus méridionale, et a Kiel comme ville principale.



Le Schleswig et le Holstein

Ces deux territoires ont depuis toujours constitué une pomme de discorde entre le Danemark et l'Allemagne. Le traité de Ribe, signé le 5 mars 1460, avait proclamé Christian I^{er}, roi de Danemark de 1448 à 1481, duc de Schleswig et comte de Holstein (le Holstein deviendra lui aussi un duché en 1474). Cette souveraineté avait été accordée pour quatre siècles, à condition que le roi reconnaisse l'indivisibilité définitive de ces deux territoires : *"...dat se bliven ewig thosamende ungethelet"* (qu'ils soient pour toujours inséparables).

Cette situation perdure jusqu'au 19^e siècle. Mais le 28 janvier 1848, le roi de Danemark, faisant fi des conditions du traité de Ribe de 1460, proclame que ces deux duchés, dont il est le souverain à titre personnel, sont des territoires danois.

Les grandes puissances européennes offrent leur médiation, et deux protocoles sont signés à Londres, le premier en 1850, le second en 1852, qui rétablissent la situation antérieure.

Mais en 1863, le roi Christian IX récidive, et proclame à nouveau l'annexion du Schleswig. Cette fois-ci, la guerre est inévitable entre le Danemark d'une part, la Prusse et son allié l'Autriche d'autre part.

Cette guerre aboutit rapidement à la défaite totale du Danemark, qui est obligé de signer le 30 octobre 1864, à Vienne, un traité où il renonce à tous ses droits sur le Schleswig et le Holstein. La Prusse reçoit le Schleswig, l'Autriche le Holstein.

La philatélie suit cette évolution de près :

- Le Schleswig-Holstein jouit initialement d'une autonomie postale, et le 15 novembre 1850, deux timbres sont émis pour l'ensemble des deux territoires, dont le souverain est encore le roi de Danemark.



Timbres de 1850 pour l'ensemble des deux territoires (fac-similés)

- En 1864, émission de deux timbres spécifiques pour le Schleswig par la Prusse, et de deux timbres pour le Holstein par l'Autriche, après leur victoire sur le Danemark.



Timbres de 1864 pour le Holstein autrichien (fac-similés)



Timbres de 1864 pour le Schleswig prussien (fac-similés)

- En 1865, cinq timbres sont émis pour l'ensemble des deux territoires. Ils gardent leur validité jusqu'au 31 octobre 1865.



Timbres de 1865 pour l'ensemble des deux territoires (fac-similés)

- Après cette date, les deux territoires émettent de nouveau, à partir du 1^{er} novembre 1865, des timbres spécifiques, chacun de son côté.



Timbre de fin 1865 pour le Holstein



Timbre de fin 1865 pour le Schleswig

Mais la brouille s'installe rapidement entre les deux vainqueurs: la guerre éclate, et la Prusse se retrouve seule : la plupart des principautés de la Confédération germanique se rangent aux côtés de l'Autriche. Mais, après quelques victoires sur les troupes de Saxe, de Hanovre, de Hesse-Kassel et de Bavière, l'armée prussienne écrase l'Autriche à la bataille de Sadowa (Königgrätz) le 3 juillet 1866.



2016, République tchèque, carte postale avec une scène de la bataille de Sadowa de 1866

Le traité de Prague, signé le 23 août 1866, met fin à cette guerre. L'Autriche perd le Holstein, et les deux territoires deviennent définitivement des provinces prussiennes, ainsi que quelques autres principautés de moindre importance.



2016, République tchèque, carte postale commémorant le traité de Prague de 1866

Suite à la défaite de l'Autriche dans la guerre austro-prussienne, les timbres communs du Schleswig-Holstein de 1865 sont ré-employés du 29 octobre 1866 au 31 décembre 1867. À partir du 1^{er} janvier 1868, le Schleswig et le Holstein ne sont plus qu'une simple province de la Prusse.

Le succès de la Prusse contre l'Autriche permet à la Prusse de s'imposer de plus en plus, et en 1866, Bismarck crée la Confédération de l'Allemagne du Nord (*Norddeutscher Bund*), qui regroupe 22 États du nord de l'Allemagne. Une constitution est élaborée pour cette confédération. Cette constitution donne à la Prusse le leadership incontesté : le roi de Prusse en a la présidence, et le chancelier de la Prusse – Bismarck ! – en est le chef du gouvernement. La constitution entre officiellement en vigueur le 1^{er} juillet 1867.



1868, timbres de la Confédération de l'Allemagne du Nord (fac-similés)

Mais Bismarck ne s'arrête pas là. Conscient de la suprématie de son armée, il cherche un conflit avec la France de Napoléon III, l'empereur du Second Empire.

Bismarck exploite habilement un incident diplomatique mineur, concernant la succession au trône d'Espagne, et présente dans la célèbre "dépêche d'Ems" du 13 juillet 1870 les faits d'une façon tellement tendancieuse que la France, choquée, déclare la guerre à l'Allemagne, à la grande satisfaction de Bismarck. La guerre aurait pu être évitée, si la France n'était pas tombée dans le piège tendu par le chancelier allemand.



*Sainte-Hélène, 2007, n° 945
L'empereur Napoléon III*

L'armée française, mal préparée, est bousculée par l'armée allemande, supérieure en entraînement, armement et discipline. Le 2 septembre 1870, Napoléon III est obligé de se rendre aux Allemands à Sedan, et le 19 octobre, Bazaine capitule à son tour à Metz. Cette défaite provoque à Paris la chute du Second Empire et la proclamation de la Troisième République, dès le 4 septembre.

Les Allemands assiègent Paris, et Bismarck fait proclamer le 18 janvier 1871, dans la galerie des glaces de Versailles, l'Empire allemand. Le gouvernement français est obligé de présenter la capitulation définitive de la France à Bismarck le 28 janvier 1971, avec pour conséquence la perte officielle de l'Alsace et de la Lorraine en faveur de l'Allemagne.



DR, 1900, n° 64

Proclamation de l'Empire allemand dans la galerie des glaces de Versailles le 18 janvier 1871

La guerre de 1870-1871 permet l'achèvement de l'unité allemande. Devant les succès prussiens, les États du Sud (surtout les royaumes de Bavière et de Württemberg, et le grand-duché de Bade) adhèrent à l'union. La Confédération (*Bund*) devient un Empire (*Reich*), et le roi de Prusse Guillaume I^{er} est proclamé empereur d'Allemagne (*Deutscher Kaiser*).



RFA, 1971, n° 522

100^e anniversaire de la fondation de l'Empire allemand



DR, 1902, n° 77

Monument de Guillaume I^{er} à Berlin



DR, 1902, n° 79

L'Union du Nord et du Sud de l'Allemagne

Les premiers timbres pour l'Empire unifié sont émis le 1^{er} janvier 1872. Mais le Württemberg émettra encore ses propres timbres jusqu'en 1902, et la Bavière même jusque 1920.



*DR, 1872, n°s 1, 6, 7 & 11
Premiers timbres-poste du nouvel Empire allemand*

Une fois l'union réalisée, Bismarck s'occupe en premier lieu à consolider l'Empire. Il veut un exécutif fort, composé de l'empereur qui est le chef des armées, et le chancelier – lui-même – qui est le chef du gouvernement. Le pouvoir législatif est composé de deux assemblées : le *Bundesrat*, dont les membres sont désignés par les États, et le *Reichstag*, dont les membres sont élus au suffrage universel (masculin). Ces assemblées n'ont pas beaucoup d'influence : elles servent surtout à entériner les budgets et les projets de loi présentés par Bismarck.

Celui-ci se base sur une majorité conservatrice et libérale. Les parlementaires de gauche, souvent divisés entre eux, tentent bien de s'organiser, mais ne jouent qu'un rôle mineur. Leur leader est d'abord Ferdinand Lassalle, mais il meurt en 1886 dans un duel pour une cause amoureuse. Le leader le plus influent de la gauche sera ensuite le social-démocrate August Bebel, qui fonde en 1875 le Parti social-démocrate (SPD), qui deviendra plus tard le parti le plus important d'Allemagne.



*RFA, 1964, n° 308
Ferdinand Lassalle*



RFA, 1988, n° 1214



*DDR, 1965, n° 790
August Bebel*



DDR, 1955, n° 204

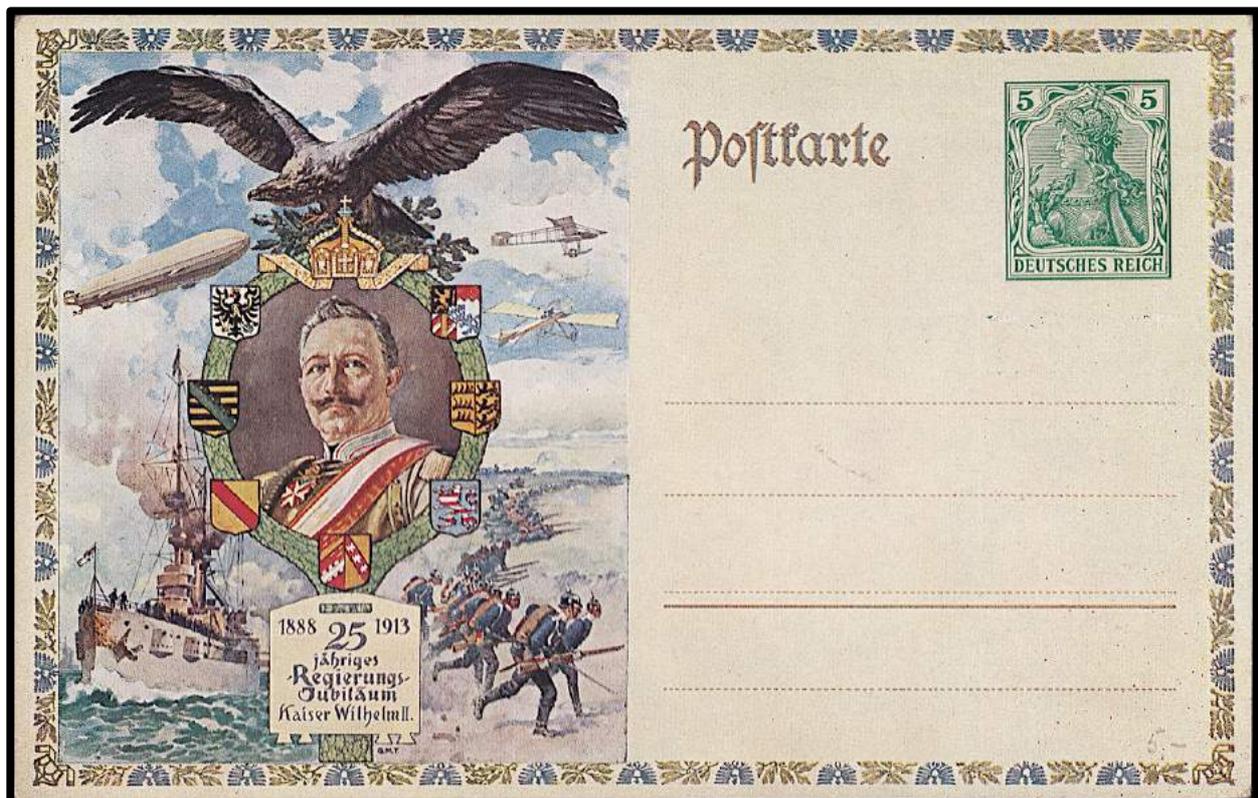
Bismarck mène une politique très conservatrice, se basant sur une majorité docile de conservateurs et de libéraux au *Reichstag*.

Voulant une Allemagne laïque, avec une séparation totale de l'Église et de l'État, Bismarck se heurte à l'Église catholique : c'est le *Kulturkampf*, entre 1871 et 1878. Bismarck introduit le mariage civil, expulse les jésuites et dissout les ordres religieux masculins. Mais il se heurte à une forte résistance, menée par son adversaire acharné Ludwig Windthorst. Finalement, ayant besoin des catholiques pour une majorité au Reichstag, Bismarck doit s'incliner et la plupart des lois anticatholiques sont retirées ou assouplies.



RFA, 1991, n° 1342
Ludwig Windthorst

Après la mort de l'empereur Guillaume I^{er} en 1888 et le très court règne (trois mois) de son fils Frédéric III, c'est son petit-fils Guillaume II qui devient le troisième empereur d'Allemagne. Mais, alors que Guillaume I^{er} s'était entièrement appuyé sur Bismarck, Guillaume II prétend diriger lui-même la politique de son pays. Cela entraîne rapidement des conflits avec Bismarck, qui démissionne en 1890. Ses successeurs n'auront pas son envergure, et le véritable chef du gouvernement sera maintenant l'empereur, jusqu'à la guerre de 1914-1918.



DR, 1913, carte postale pour le 25^e anniversaire du règne de Guillaume II

Alors que l'ex-chancelier s'occupait surtout de consolider et de fortifier l'Allemagne, le nouvel empereur entend mener une *Weltpolitik* souvent agressive, n'hésitant pas devant les risques de conflits ou même de guerre. Bismarck n'avait aucune ambition coloniale, tandis que l'empereur veut faire de son pays une puissance coloniale, qui se heurte souvent à la France et au Royaume-Uni.

- En 1884, le Sud-Ouest africain (l'actuelle Namibie) est placé sous la "protection" de l'Empire allemand.
- Également en 1884, le Cameroun et le Togo deviennent des protectorats allemands.



Timbres du Sud-Ouest africain, du Cameroun et du Togo

- En 1885, l'Allemagne acquiert l'Afrique orientale allemande, correspondant environ aux territoires actuels de la Tanzanie, du Burundi et du Rwanda. En 1890, un accord est conclu avec la Grande-Bretagne, qui cède à l'Allemagne Heligoland (une île en mer du Nord), mais reçoit en contrepartie les mains libres à Zanzibar.



Timbre de l'Afrique orientale allemande



DR, 1940, n° 672



RFA, 1952, n° 37

Commémorations du retour de Heligoland à l'Allemagne en 1890

- Dans le Pacifique, l'Allemagne occupe d'abord le nord-est de la Nouvelle-Guinée (1884) ensuite les îles Samoa et Marshall (1885) et finit par racheter les îles Mariannes et les îles Carolines à l'Espagne en 1899.
- En 1897, l'Allemagne s'empare de la baie de Kiao-Tchéou, en Chine.



Timbres de la Nouvelle-Guinée, de Samoa, des îles Marshall, des îles Mariannes et des îles Carolines



Timbre de Kiao-Tchéou

- l'Allemagne a également des bureaux en Turquie (Istamboul), au Maroc et en Chine. La présence allemande au Maroc a plusieurs fois engendré des conflits avec la France (Tanger 1905, Agadir 1911), où une guerre n'est évitée que de justesse. En Chine, par contre, c'est grâce à la présence allemande que le commandement de la coalition internationale qui écrase la révolte des Boxers en 1900 est confié au comte allemand Alfred von Waldersee.

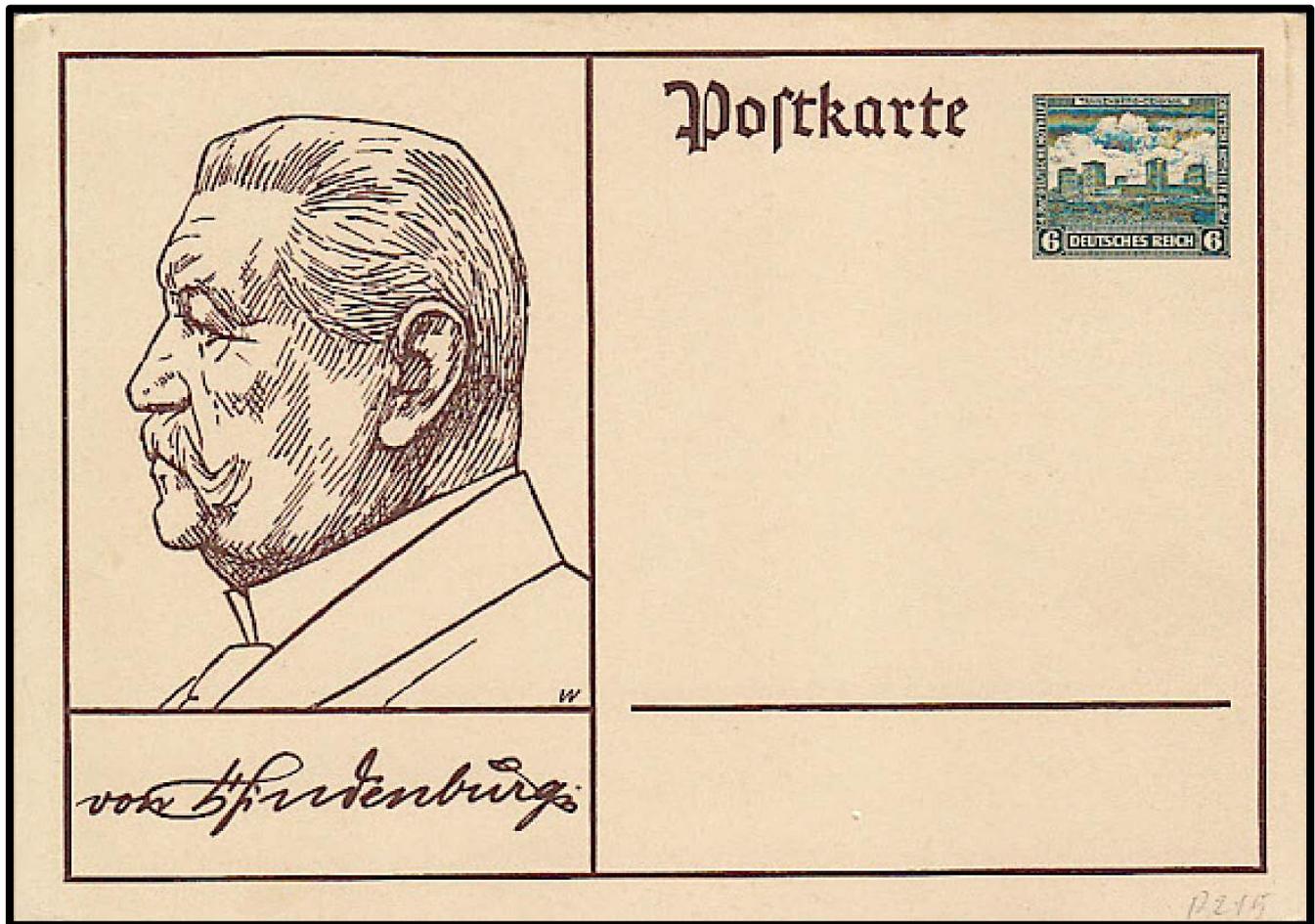


Timbres des bureaux allemands en Turquie, au Maroc et en Chine

Au début du 20^e siècle, les tensions montent, et des alliances se forment, en vue d'un éventuel conflit. La *Triple-Entente* est une alliance militaire, créée en 1907, entre le Royaume-Uni, la France et la Russie, tandis que l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie s'unissent dans la *Triplice*. L'Italie va se désolidariser de la Triplice en 1915.

Ce jeu des alliances est la cause de la guerre de 1914, qui va embraser toute l'Europe. Après l'assassinat, le 28 juin 1914, de l'archiduc François-Ferdinand, le prince héritier de l'Autriche-Hongrie, celle-ci veut punir la Serbie, considérée comme responsable de l'assassinat. Par le jeu des alliances, la Triple Entente se range du côté des Serbes, contre la Triplice : la première guerre mondiale éclate au début d'août 1914.

L'armée allemande remporte rapidement deux grandes victoires à l'est contre les Russes, fin août à Tannenberg et début septembre près des lacs de Mazurie.



DR, 1932, carte postale avec l'effigie de Hindenburg et le mémorial de la victoire de Tannenberg

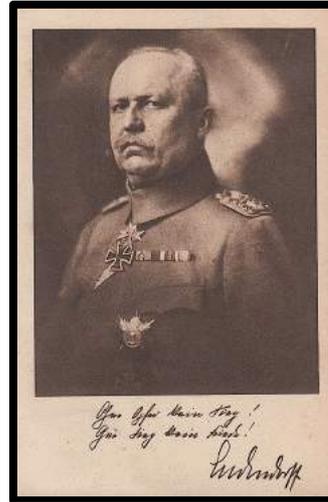
Mais à l'ouest, l'offensive allemande est arrêtée sur le front de la Marne, et il devient évident que cette guerre sera un conflit de longue durée. La guerre des tranchées commence, avec des offensives inutiles et insensées de part et d'autres. C'est l'horreur de Verdun, de la Somme, d'Ypres et de tant d'autres sanglantes confrontations.

Les probabilités d'une victoire allemande s'amenuisent à partir de l'été 1917, avec l'entrée en guerre des États-Unis et l'arrivée des troupes américaines en Europe.

À l'automne 1918, les dirigeants allemands ont acquis la certitude de plus en plus claire que la guerre ne pouvait plus être gagnée. Le chancelier impérial Georg von Hertling avait déjà cédé en juillet l'essentiel du pouvoir au commandement suprême de l'armée, c'est-à-dire au maréchal Paul von Hindenburg et au général Erich Ludendorff. En vue de préparer les réformes politiques nécessaires avant d'entamer des négociations avec les Alliés, Hertling est remplacé le 3 octobre par Max von Baden. Celui-ci essaie d'instaurer une monarchie constitutionnelle en Allemagne, mais il est rapidement dépassé par les événements.



Le maréchal Paul von Hindenburg



Le général Erich Ludendorff

Les Allemands sont finalement contraints à la capitulation, et le 11 novembre, l'armistice qui met fin à la guerre est signé dans un wagon dans la clairière de Rethondes, en forêt de Compiègne. Deux jours plus tôt, le 9 novembre 1918, l'empereur Guillaume II avait dû se résigner à signer son abdication et à chercher asile aux Pays-Bas. C'est plus que la fin de la guerre : c'est pour l'Europe la fin d'une façon de penser, d'agir et de vivre, la fin d'une époque qui a duré un siècle.



*France, 1968, carte maximum avec le timbre n° 1576
50^e anniversaire de la signature de l'armistice du 11 novembre 1918
Le wagon de Rethondes*

IV. L'entre-deux-guerres et le nazisme (1919-1945)

Dès la fin octobre 1918, la tension monte en Allemagne, et la situation y devient révolutionnaire en novembre. Devant la défaite qui s'annonce, les groupes d'extrême-gauche fomentent partout des insurrections. Dès le 7 novembre, l'extrême-gauche de Munich, menée par Kurt Eisner, renverse la vieille monarchie des Wittelsbach en Bavière. Eisner sera assassiné en février 1919.

Le 9 novembre, le mouvement gagne Berlin. Les éléments révolutionnaires du monde ouvrier, regroupés dans la "ligue spartakiste" occupent Berlin. La situation est tellement grave que l'empereur Guillaume II est contraint d'abdiquer et part pour l'exil aux Pays-Bas.



DDR, 1958, n° 379

40^e anniversaire de l'insurrection du 9 novembre 1918



DDR, 1966, timbre du bloc 20

La ligue spartakiste

Cette ligue spartakiste, d'extrême-gauche, est fondée par les éléments dissidents du parti social-démocrate (SPD). Les deux fondateurs les plus célèbres sont Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.



Zone sov., 1948, n° 48



DDR, 1968, n° 1115



DDR, 1971, n°s 1335/1336



DDR, 1959, n°s 389/390



Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg



DDR, 1966, timbre du bloc 20



DDR, 1951, n° 46



DDR, 1955, n° 203

Karl Liebknecht



DDR, 1955, n° 209



RFA, 1974, n° 643

Rosa Luxemburg

Ils veulent instaurer en Allemagne une République des soviets, comme en Russie, mais ils se heurtent à la majorité modérée du SPD, menée par Philipp Scheidemann et Friedrich Ebert, à qui Max von Baden, démissionnaire, a légué le pouvoir. Scheidemann proclame ce même 9 novembre la République allemande, pour prendre Liebknecht et les spartakistes de vitesse.



RFA, 2015, n° 2969

Philipp Scheidemann proclame le 9 novembre 1918 la République allemande

Entamant des négociations avec les spartakistes, pour gagner du temps, le SPD propose la création d'une assemblée constituante élue au suffrage universel. Mais dès la fin décembre, les spartakistes se rendent compte que le pouvoir est en train de leur échapper. Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg fondent le 1^{er} janvier 1919 le parti communiste allemand, et dirigent la révolte spartakiste qui éclate à Berlin le 5 janvier 1919. Mais Ebert, son parti le SPD et ce qui reste de l'armée écrasent d'une façon sanglante cette révolte, et le 12 janvier, l'insurrection est entièrement matée. Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg sont assassinés le 15 janvier 1919.



DDR, 1958, n° 387

40^e anniversaire de la création du parti communiste allemand, le 1^{er} janvier 1919

Trois autres membres importants du mouvement spartakiste qui sont parmi les fondateurs du parti communiste allemand sont Franz Mehring, Clara Zetkin et Wilhelm Pieck.

- Franz Mehring, déprimé et malade après l'échec de l'insurrection spartakiste de janvier 1919, meurt le 29 janvier 1919.



DDR, 1955, n° 205



DDR, 1971, n° 1341

Franz Mehring

- Clara Zetkin sera députée communiste au Reichstag de 1920 à 1933. Contrainte de fuir l'Allemagne en 1933 après la prise du pouvoir par les nazis, elle décédera en Union soviétique en 1933.



DDR, 1955, n° 207



*DDR, 1957, n° 308
Clara Zetkin*



DDR, 1987, n° 2702

- Wilhelm Pieck sera également député au Reichstag. Il sera le premier président de la République démocratique allemande (DDR), de 1949 jusqu'à sa mort en 1960.



*DDR, 1975, n° 1785
Wilhelm Pieck*

Après l'écrasement de l'insurrection spartakiste, l'homme fort du nouveau gouvernement est le leader du SPD (le parti social-démocrate) Friedrich Ebert, qui a succédé à Max von Baden dès le 9 novembre 1918 comme chancelier du Reich allemand.



*DR, 1928-1932, n°s 401, 402A, 403, 404, 404A, 406, 406A, 408, 410 & 412
Friedrich Ebert*



RFA, 1971, n° 523



RFA, 2000, n° 1933

Friedrich Ebert

Le premier souci d'Ebert est l'organisation d'élections, pour former une Assemblée nationale constituante et donner au pays un gouvernement avec une légitimité démocratique. Ces élections ont lieu le 19 janvier 1919, et donnent une majorité au centre, avec le SPD qui reste de loin le premier parti. Ce sont les premières élections allemandes où les femmes ont le droit de vote.



RFA, 2019, n° 3213
100^e anniversaire du droit de vote des femmes



RFA, 1969, bloc 4
50^e anniversaire du droit de vote des femmes
Marie Juchacz, Marie Elisabeth Lüders et Helene Weber, trois femmes élues au Reichstag en 1919

Le 11 février 1919, la nouvelle majorité nomme Friedrich Ebert à la tête de l'État. Il est ainsi le premier *Reichspräsident*, jusqu'à sa mort en 1925. Philipp Scheidemann, son compagnon du SPD, devient premier ministre.

Les premiers mois sont extrêmement difficiles, avec des grèves dans tout le pays, surtout dans la Ruhr, et une tentative en Bavière pour instaurer une "République des conseils" d'extrême-gauche. Maintenir un certain ordre politique et économique exige une main de fer, avec une répression très dure.

Le 31 juillet 1919, la nouvelle constitution du Reich, dite "*constitution de Weimar*", est adoptée, ce qui vaut au nouveau régime le surnom de "République de Weimar".



DR, 1919-1920, n°s 106/109
L'Assemblée constituante de Weimar

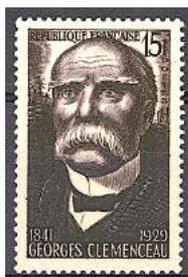
Entretemps, les vainqueurs s'apprêtent à "punir" sévèrement l'Allemagne. Les germes de la deuxième guerre mondiale vont se situer dans la dureté avec laquelle les vaincus de la première guerre mondiale sont traités.

Fin 1918, dans toute l'Europe, aussi bien chez les vainqueurs que chez les vaincus, la situation est dramatique, du point de vue humain - plus de 18 millions de morts - et du point de vue économique : l'agriculture est dévastée et manque de main-d'oeuvre, les usines et les mines sont détruites ou rendues inutilisables, le commerce vit d'expédients, la misère est générale.

Pour remédier à cette situation, les Alliés ne proposent qu'une solution : "faire payer le vaincu". C'est dans cet esprit que le 18 janvier 1919 s'ouvre la conférence de la paix qui se tient à Paris, et qui aboutit au traité de Versailles, signé le 28 juin 1919. Les clauses du traité confirment l'effondrement du Reich allemand et de l'Empire austro-hongrois et redessinent la carte de l'Europe.

Les quatre protagonistes qui ont dominé les négociations de Paris sont :

- pour la France, le président du Conseil Georges Clémenceau ;
- pour la Grande-Bretagne, le premier ministre David Lloyd George ;
- pour les États-Unis, le président Woodrow Wilson ;
- pour l'Italie, le président du Conseil Vittorio Orlando.



*France,
1951, n° 918
Georges Clémenceau*



*Grande-Bretagne,
2013, n° 3841
David Lloyd George*



*États-Unis,
1998, n° 2705
Woodrow Wilson*



*Italie,
2002, n° 2620
Vittorio Orlando*

Le traité de Versailles, avec ses annexes de Saint-Germain-en-Laye et de Trianon, consacre le démantèlement de l'ancien Empire des Habsbourg, qui est remplacé par une demi-douzaine d'États (indépendance de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie et de la Croatie, qui sera ensuite incorporée dans l'État des Serbes, des Croates et des Slovènes, le précurseur de la Yougoslavie) selon le principe, posé dans le 9^e des 14 points du président américain Woodrow Wilson, du "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes". Le traité entre en vigueur le 16 juillet 1920. Lorsque l'on demande à Georges Clémenceau ce que sera l'Autriche après ce démembrement, il répond "L'Autriche? Ce sera ce qui reste...". L'Autriche se voit également imposer l'interdiction de s'unir à l'Allemagne.

Le traité contient également les principes de la création de la Société des Nations, où une coopération internationale doit éviter des futurs conflits. Cette Société des Nations, l'enfant chéri de Wilson, se fera sans les États-Unis, dont le Sénat refuse de ratifier le traité. Cette absence américaine en réduit considérablement la portée et les moyens.

Du point de vue territorial, les conséquences sont également très dures pour l'Allemagne, qui se voit amputée de nombreux territoires :

- Il y a d'abord la perte définitive de toutes ses colonies.
- Il y a ensuite la perte de l'Alsace et de la Lorraine, qui sont restituées à la France.
- Les cantons d'Eupen et de Malmédy sont cédés à la Belgique, le 15 janvier 1920.



*Eupen & Malmédy, 1920, n°s 7, 21 & 35
Eupen et Malmédy sous administration belge*



*Belgique, 1970, n° 1566
50^e anniversaire du rattachement d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith à la Belgique*

- L'article 109 du traité de Versailles propose l'organisation d'un référendum dans le Nord-Schleswig (zone I) et le Moyen-Schleswig (zone II), revendiqués par le Danemark.

Le 25 janvier 1920, une série de 14 timbres est émise en prévision de ce référendum.



*Schleswig, 1920, n°s 28, 30 & 37
Timbres du plébiscite*

Les résultats du référendum sont conformes aux prévisions : dans la zone I (Schleswig du Nord, référendum tenu le 10 février 1920) : 75 431 voix pour le Danemark contre 25 329 voix pour l'Allemagne. Dans la zone II (Moyen-Schleswig, référendum tenu le 14 mars 1920) : 12 800 voix pour le Danemark contre 51 724 voix pour l'Allemagne.

Dans la zone I, après la victoire danoise, les timbres du plébiscite reçoivent une nouvelle unité monétaire (1 krone = 100 øre, remplaçant 1 mark = 100 pfennig) et sont surchargés "1 ZONE". Ils sont employés à partir du 20 mai 1920.

Le 5 juillet 1920, la Commission internationale accorde définitivement la souveraineté de la zone I au Danemark et de la zone II à l'Allemagne. Ce sont encore toujours les frontières actuelles entre le Danemark et l'Allemagne.



*Schleswig, 1920, n°s 42, 44 & 51
Timbres pour la zone I, après la victoire danoise*

- La Sarre passe pour quinze ans sous le contrôle de la Société des Nations, mais en fait, c'est la France qui y exerce l'administration. Le traité concède à la France la pleine possession et l'exploitation des mines de charbon sarroises.

Pendant quinze ans, des timbres pour la Sarre sont émis par l'administration française.



Timbres de Sarre entre 1920 et 1935, n°s 17, 47, 100, 102 & 131

- Les régions d'Allenstein et de Marienwerder, revendiquées par la Pologne, font l'objet d'un référendum. Une "Commission interalliée" est chargée de l'organisation des plébiscites. Le référendum a lieu le 11 juillet 1920, et la population se prononce à une majorité écrasante en faveur de l'Allemagne.

La présence de la commission interalliée s'est accompagnée de nombreuses émissions de timbres-poste. Pour Allenstein, une première série de 14 timbres est émise le 3 avril 1920, avec la surcharge "PLÉBISCITE / OLSZTYN / ALLENSTEIN". Une deuxième série est émise en mai et juin 1920, avec une autre surcharge : "TRAITÉ / DE / VERSAILLES / ART. 94 et 95" et dans la couronne : "COMMISSION D'ADMINISTRATION ET DE PLÉBISCITE / OLSZTYN / ALLENSTEIN".



Timbres d'Allenstein de la première série



Timbres d'Allenstein de la deuxième série

Pour Marienwerder, les émissions ont été plus nombreuses, et se sont échelonnées entre le 13 mars et le 3 août 1920. Il y a d'abord deux séries de 14 timbres qui se ressemblent, mais qui portent une autre légende. La première porte la mention "COMMISSION / INTERALLIÉE / MARIENWERDER", la deuxième la mention "PLÉBISCITE / MARIENWERDER / KWIDZYN". Il y a en plus trois séries de timbres allemands surchargés "Commission / Interalliée / Marienwerder".



Timbres de Marienwerder de la première série



Timbres de Marienwerder de la deuxième série



Timbres des séries portant la surcharge "Commission / Interalliée / Marienwerder"

- L'Allemagne perd également la ville de Memel, un port de la mer Baltique, en Prusse orientale. Malgré le fait que la population y soit en grande majorité lituanienne, le traité de Versailles refuse d'accorder ce territoire à la Lituanie, à cause de l'instabilité politique régnant dans ce pays qui vient à peine de conquérir son indépendance. Les Alliés préfèrent garder eux-mêmes le contrôle sur ce territoire, dont l'administration est concédée à la France. Il en découle une pléthore d'émissions de timbres-poste, d'abord des timbres allemands surchargés "Memelgebiet", ensuite des timbres français (Semeuse et Merson) surchargés "Memel".

Cette situation ne dure cependant pas longtemps, car dès janvier 1923, la Lituanie s'empare de la ville de Memel qui retrouve son nom lituanien Klaipeda, et la Société des Nations se résigne à accepter le fait accompli.



*Memel, 1920, n°s 2, 10, 15 & 17
Timbres allemands avec surcharge "Memelgebiet"*



*Memel, 1920-1922, n°s 19, 31, 68 & P.A. 24
Timbres français avec surcharge "MEMEL"*

- Et finalement, l'Allemagne perd également le port important de Dantzig, qui devient une ville libre ("Freie Stadt Danzig"). Dantzig émettra à son tour, jusqu'en 1939, une pléthore de timbres-poste. Ce sont d'abord des timbres allemands surchargés "Danzig", ensuite la ville de Dantzig émet ses propres timbres avec la légende "Freie Stadt Danzig".



*Danzig, 1920, n°s 6, 15, 21 & 49
Timbres allemands avec surcharge "Danzig"*



*Danzig, 1921-1938, n°s 61, 92, 149 & 200
Timbres avec la légende "Freie Stadt Danzig"*

Les pertes territoriales sont considérées en Allemagne comme un affront, mais deux points supplémentaires du traité vont susciter bien des émotions. Il y a d'abord le démantèlement de l'armée qui provoque un ressentiment et une rancune tenaces qui vont favoriser la montée du nazisme. Il y a ensuite les sanctions commerciales et financières qui vont causer une misère rarement égalée au XX^e siècle.

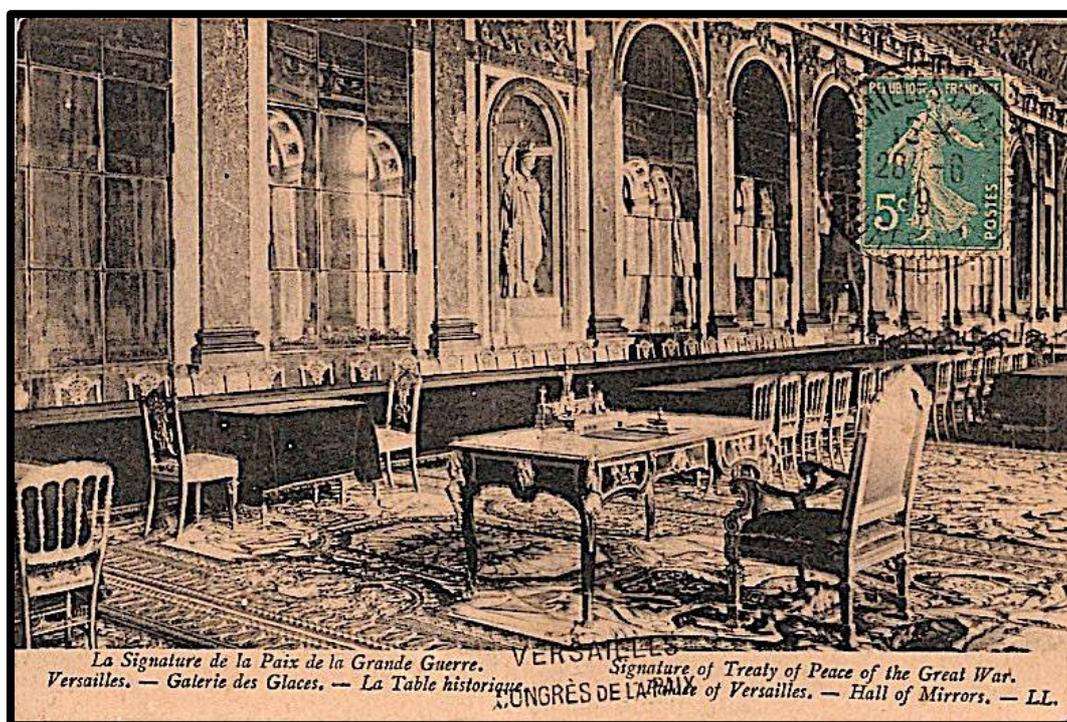
Le premier point est le démantèlement presque complet de l'armée et de la flotte. Le peuple allemand reste cependant convaincu que l'armée n'a pas démérité et n'est pas coupable de la défaite, et que ce sont les politiciens défaitistes qui ont "lâché" l'Allemagne.

Ce démantèlement s'accompagne d'une occupation du territoire allemand de la rive gauche du Rhin par les forces françaises, britanniques et belges. Les forces belges y emploient des timbres de Belgique surchargés "ALLEMAGNE / DUISCHLAND".



*1919-1921, timbres pour les troupes belges d'occupation de la Rhénanie.
Ces timbres ne servaient qu'à la correspondance avec la Belgique, la France et leurs colonies*

Les sanctions commerciales et financières sont énormes. Le montant que l'Allemagne doit payer aux vainqueurs comme réparation des dommages de guerre est fixé à 132 milliards de marks-or. Il est évident qu'il sera impossible pour l'Allemagne de faire face au paiement intégral de ces réparations. Le côté exorbitant des exigences alliées plongera l'Allemagne dans la misère et engendrera une inflation galopante qui culminera en 1923.



*Carte postale montrant la table où fut signé le traité de Versailles, dans la Galerie des Glaces
(Coll. H. De Belder)*

Lorsque le peuple allemand apprend les clauses du traité de Versailles, une vague de colère et d'indignation déferle sur le pays, et le premier ministre Scheidemann démissionne avec fracas. Cette colère et cette indignation formeront le terreau sur lequel va croître le nazisme.

La preuve du ressentiment du peuple envers les politiciens qui ont accepté l'humiliant traité de Versailles se trouve dans les nombreux assassinats qui se succèdent dans les premières années, perpétrés aussi bien par l'extrême-gauche que par l'extrême-droite. Outre l'assassinat du leader bavarois Kurt Eisner le 21 février 1919, il y a encore l'assassinat le 26 août 1921 de Matthias Erzberger, le ministre des Finances et signataire de l'armistice du 11 novembre 1918, et celui de Walther Rathenau, le ministre allemand des Affaires étrangères, le 24 juin 1922.



*RFA, 1975, n° 714
Matthias Erzberger*



B, 1953, n° 789



*RFA, 2017, n° 3117
Walther Rathenau*

Les clauses financières du traité de Versailles, avec le montant exorbitant des réparations pour les dommages de guerre, ont engendré une crise économique sans précédent. Le seul moyen qui reste à l'Allemagne pour garder la tête hors de l'eau est l'impression en masse de billets de banque, qui perdent ainsi rapidement leur valeur. L'inflation est galopante, et le manque de confiance dans la monnaie fait que le commerce des produits alimentaires se fait de plus en plus au simple troc.

Le meilleur exemple de cette hyperinflation se retrouve dans les timbres-poste : une simple lettre est affranchie le 1^{er} janvier 1923 à 10 marks, le 1^{er} juillet à 60 marks, le 20 septembre à 100 000 marks, le 12 novembre à 40 millions de marks et le 30 novembre à 30 milliards de marks !



DR, 1923, n°s 192, 272, 281, 301, 304, 321 & 330

L'évolution de la valeur faciale des timbres prouve la rapidité de l'hyperinflation

Pour mettre un frein à cette situation, une nouvelle monnaie est créée le 1^{er} décembre 1923, le “*Rentenmark*”. C’est une monnaie de transition, pour restaurer la confiance. Son taux est fixé à un Rentenmark pour 1000 milliards d’anciens Marks. Ce Rentenmark sera remplacé en 1924 par le Reichsmark.



*DR, 1^{er} décembre 1923, n°s 331/336
Timbres avec la valeur faciale en Rentenmarks*

Cette initiative rétablit petit à petit la confiance, d’autant plus qu’en signant le 16 août 1924 à Paris le plan Dawes, les Alliés acceptent de faire concorder la vitesse de remboursement des réparations de guerre avec la capacité économique de l’Allemagne.

Le grand politicien de l’époque est alors Gustav Stresemann, ministre des Affaires étrangères de 1923 jusqu’à sa mort en 1929.

Il parvient à replacer l’Allemagne sur la scène internationale, en signant, le 16 octobre 1925, avec les autres nations européennes, le pacte de Locarno. Ce pacte a pour but d’assurer la sécurité collective en Europe, de garantir les frontières de l’Allemagne et d’instituer des conventions d’arbitrage en cas de conflit. Sa collaboration amicale avec le Français Aristide Briand a procuré une dizaine d’années de paix en Europe et un retour à la prospérité en Allemagne. Ils reçoivent ensemble en 1926 le prix Nobel de la paix.



*RFA, 1975, n° 720
Gustav Stresemann*



France, 1933, n° 291



*France, 1980, n° 2085
Aristide Briand*

Stresemann parvient en 1926 à faire rentrer l'Allemagne dans la Société des Nations, ce qui met définitivement fin à l'ostracisme dont souffrait le pays.

Pendant cette courte période de succès, c'est le vieux maréchal von Hindenburg qui a été élu à la tête de l'État : il restera "*Reichspräsident*" jusqu'à sa mort le 2 août 1934.



*DR, 1927-1933, n°s 396, 397, 405, 407, 454, 456, 460 & 461
Quelques exemples des nombreux timbres à l'effigie du président von Hindenburg*

Mais la crise économique mondiale de 1929 va tout bouleverser. Les investissements étrangers s'arrêtent brutalement, les banques sont en crise, les salaires baissent, le chômage s'accroît d'une façon spectaculaire, la misère est de nouveau générale.

Le peuple connaît la misère, mais l'armée et la police sont plus que mécontentes, parce que le gouvernement effectue des coupes sévères dans leur budget. Aussi bien le peuple que l'armée désignent les partis démocratiques du centre comme responsables de la crise. Ils ne pardonnent pas aux gouvernements de la République de Weimar d'avoir accepté sans réagir les clauses humiliantes du traité de Versailles.

Cela explique le succès fracassant du NSDAP aux élections de 1930. Le NSDAP, parti d'extrême-droite, promet non seulement le plein emploi et le redressement de l'économie, mais également la revanche de l'Allemagne après la défaite, avec la promesse d'effacer les conséquences funestes du traité de Versailles.

Le leader de ce parti, le *Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei*, qui deviendra malheureusement célèbre sous le nom de parti nazi, est Adolf Hitler.

Hitler, né en Autriche en 1889, n'est initialement rien de plus qu'un artiste minable qui mène une vie de bohème à Vienne. Il est soldat pendant la première guerre mondiale, où il se conduit valeureusement. Il est fortement traumatisé par la défaite allemande de 1918. C'est la raison de son adhésion au NSDAP, qui n'était alors qu'un groupuscule d'extrême-droite. Ses talents d'orateur et de propagandiste et son manque total de scrupules vont rapidement lui procurer la direction du parti.



DR, 1938, n° 607



DR, 1939, n° 634



DR, 1939, n° 635



DR, 1941, n° 696



DR, 1942, n° 737



DR, 1943, n° 765
Adolf Hitler



DR, 1944, n° 804

Les 8 et 9 novembre 1923, il se croit assez fort pour essayer de prendre le pouvoir en Bavière, et, soutenu par le vieux général Ludendorff, il mène le putsch de Munich, qui est un échec total. Hitler passera treize mois en prison, mettant son incarcération à profit pour écrire son livre "*Mein Kampf*", où il proclame avec feu et passion que les deux coupables de la défaite sont les juifs et les communistes, et où il plaide pour donner à la race supérieure aryenne l'espace vital qui lui revient.



DR, 1935, n°s 557/558



12^e, 20^e et 21^e anniversaire du putsch de Munich



DR, 1943, n° 782



DR, 1944, n° 784

Après sa libération, le seul souci d'Hitler est d'accéder au pouvoir par les voies légales, imitant en cela Mussolini, qu'il admire profondément. Avec une incroyable habileté qu'il faut bien lui reconnaître, il parvient à séduire et à rallier la haute hiérarchie militaire, les élites intellectuelles, et les grands patrons de l'économie allemande. La crise de 1929 est un véritable cadeau pour lui, dont il profite avec une adresse diabolique, aidé par une maîtrise de la propagande rarement égalee.

Les partis du centre ne parvenant pas à vaincre les problèmes économiques, le vieux président Hindenburg fait finalement appel à Hitler. Hindenburg lui-même, les partis démocratiques allemands et les puissances étrangères estiment que c'est la meilleure façon de faire chuter Hitler et avec lui l'extrême-droite, car tout le monde est persuadé que son gouvernement est voué à l'échec. Le 30 janvier 1933, Hitler atteint son but : il est le nouveau chancelier du Reich.



DR, 1938, n°s 603/604

DR, 1943, n° 761

DR, 1944, n° 785

5^e, 10^e et 11^e anniversaire de la prise du pouvoir par Hitler

Mais ses opposants se trompent : Hitler met l'Allemagne au pas en un temps record. Après l'incendie du Reichstag le 27 février 1933 - où l'on suppose que son parti a joué un rôle - il supprime les libertés civiles, se fait octroyer les pleins pouvoirs, ouvre les premiers camps de concentration où sont entassés juifs, marxistes et opposants de toute sorte, crée sa police secrète la *Gestapo*, fait du NSDAP le parti unique d'Allemagne, supprime les syndicats et retire l'Allemagne de la Société des Nations. Le tout dans la même année 1933 !

En 1934, dans la "*nuît des longs couteaux*", Hitler élimine ses vieux partisans Ernst Röhm et Gregor Strasser, ainsi que toute la direction des SA. Lorsque le vieux maréchal-président Hindenburg meurt le 2 août 1934, il n'est pas remplacé, et Hitler cumule depuis lors les fonctions de Chancelier du Reich et de président. Il est maintenant vraiment le "Führer" du nouveau Troisième Reich : "ein Volk, ein Reich, ein Führer"...



DR, 1934, n°s 503/508

Timbres de deuil pour le président von Hindenburg, mort le 2 août 1934

La population ferme les yeux devant ces abus, car en même temps, Hitler redresse l'économie d'une façon spectaculaire, réduit le chômage, entame le réarmement de l'Allemagne, rétablit l'ordre public et obtient d'importants succès diplomatiques. Et, comme toute velléité d'opposition est durement réprimée, le culte de la personnalité, poussé par le génie de la propagande qu'est Joseph Goebbels, atteint des proportions inégalées dans l'histoire. Heil Hitler !



DR, 1937, bloc 9

"Les pensées de celui qui veut sauver son peuple ne peuvent être qu'héroïques"

Enfilant les succès, Hitler devient enclin à se croire tout-puissant et invincible. Profitant de l'inertie des autres puissances européennes, il va de plus en plus loin. La liste de ces succès ne s'arrêtera qu'en 1941.

- Il y d'abord le succès allemand dans le plébiscite pour le statut de la Sarre. Le résultat de ce plébiscite, qui a lieu le 13 janvier 1935, donne, après une propagande effrénée, une très large majorité (plus de 90% des voix) pour le rattachement à l'Allemagne.



DR, 1934, n°s 509/510

Propagande pour le plébiscite de 1935 en Sarre



DR, 1935, n°s 524/527

Après le plébiscite, la Sarre est rattachée à l'Allemagne



"Deutsch ist die Saar"

- Le 7 mars 1936, Hitler envoie son armée réoccuper la Rhénanie, violant tous les traités et les pactes signés pendant la République de Weimar. La France et la Grande-Bretagne ne réagissent pas...
- L'organisation des Jeux olympiques de Berlin en août 1936 est un grand succès. Hitler en profite pour en faire une démonstration internationale de propagande.



*DR, 1936, timbres des blocs 4 et 5
Les Jeux olympiques de Berlin en 1936*

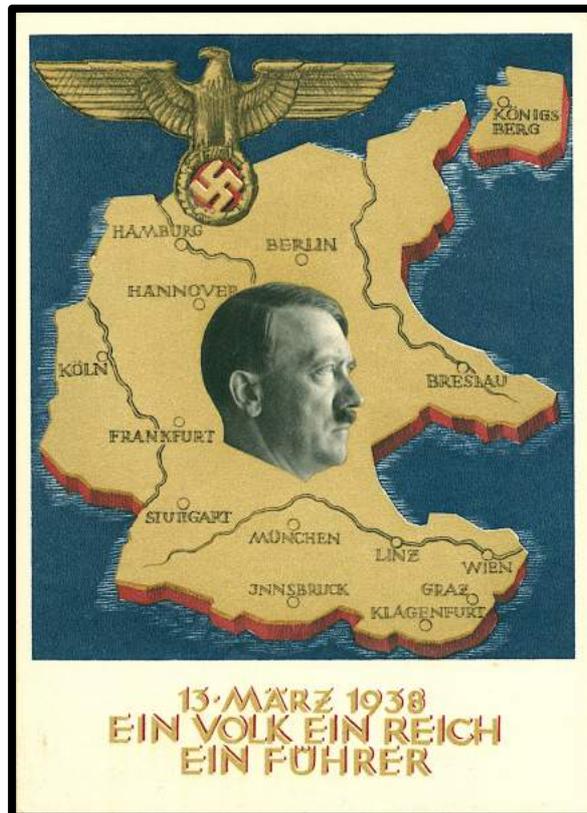
- En février 1938, Hitler met le haut commandement de l'armée à la retraite et se place lui-même à la tête de la *Reichswehr*, avec des hommes bien à lui.
- Le 12 mars 1938, l'Autriche cesse d'exister comme nation indépendante : le pays doit céder devant le coup de force d'Hitler, qui proclame "l'*Anschluss*" de l'Autriche au Reich allemand. Dans un référendum, tenu le 10 avril, 99% de la population exprime son approbation à l'annexion de l'Autriche.



*DR, 1938, n° 605
Le référendum sur "l'Anschluss"*



*Autriche, 1938, n° 1742
50^e anniversaire de "l'Anschluss"*



Carte postale montrant le Troisième Reich après l'Anschluss

- Mussolini, le “*Duce*” italien, qui avait d’abord été un exemple respecté pour Hitler, s’allie de plus en plus avec le Führer, mais les rôles s’inversent rapidement : Hitler devient le maître et Mussolini l’élève.



*DR, 1941, n° 687
Amitié entre Hitler et Mussolini*

- Hitler ne s’arrête pas là : il revendique le pays des Sudètes, c’est-à-dire la partie de la Tchécoslovaquie où habite une majorité allemande. Le 29 septembre 1938, la France, représentée par le président du Conseil Édouard Daladier, et le Royaume-Uni, représenté par le premier ministre Neville Chamberlain, cèdent devant les exigences allemandes, et signent les accords de Munich qui donnent le pays des Sudètes à l’Allemagne. Cette cession est ratifiée par référendum le 4 décembre 1938, de nouveau avec une majorité de 99%...



*DR, 1938, n°s 625/626
Référendum pour le pays des Sudètes*



Le pays des Sudètes intégré au Reich allemand



Carte commémorative allemande, représentant les quatre protagonistes des accords de Munich de 1938 : Chamberlain, Daladier, Mussolini et Hitler



Marshall Islands, 1998, n° 950

L'illusion de Neville Chamberlain, après les accords de Munich : "I bring you peace"...

- Les annexions hitlériennes se poursuivent à un rythme de plus en plus soutenu : le 14 mars 1939, Hitler convoque le président tchécoslovaque Hácha à Berlin. Terrorisé, au bord de la crise cardiaque, Hácha signe le 15 mars un texte par lequel il remet "le destin du peuple tchèque entre les mains du Führer". Dès le lendemain, le 16 mars 1939, Hitler se rend à Prague, où le "Protectorat de Bohême et Moravie" est proclamé. C'est la fin de la Tchécoslovaquie.



*Bohême et Moravie, 1943, n°s 105/106
Hitler au château de Prague*

- La Slovaquie suit un chemin parallèle : le 14 mars 1939, la Slovaquie proclame son indépendance, ou plutôt est obligée par Hitler de proclamer son indépendance, sous peine de subir le même sort que le protectorat de Bohême et Moravie. Le prêtre catholique Jozef Tiso en devient d'abord le premier ministre, ensuite le président. La Slovaquie, placée sous la "protection" d'Hitler, devient un état vassal de l'Allemagne.



Slovaquie, 1939, n° 38



*Slovaquie, 1942, n° 45A
Jozef Tiso*



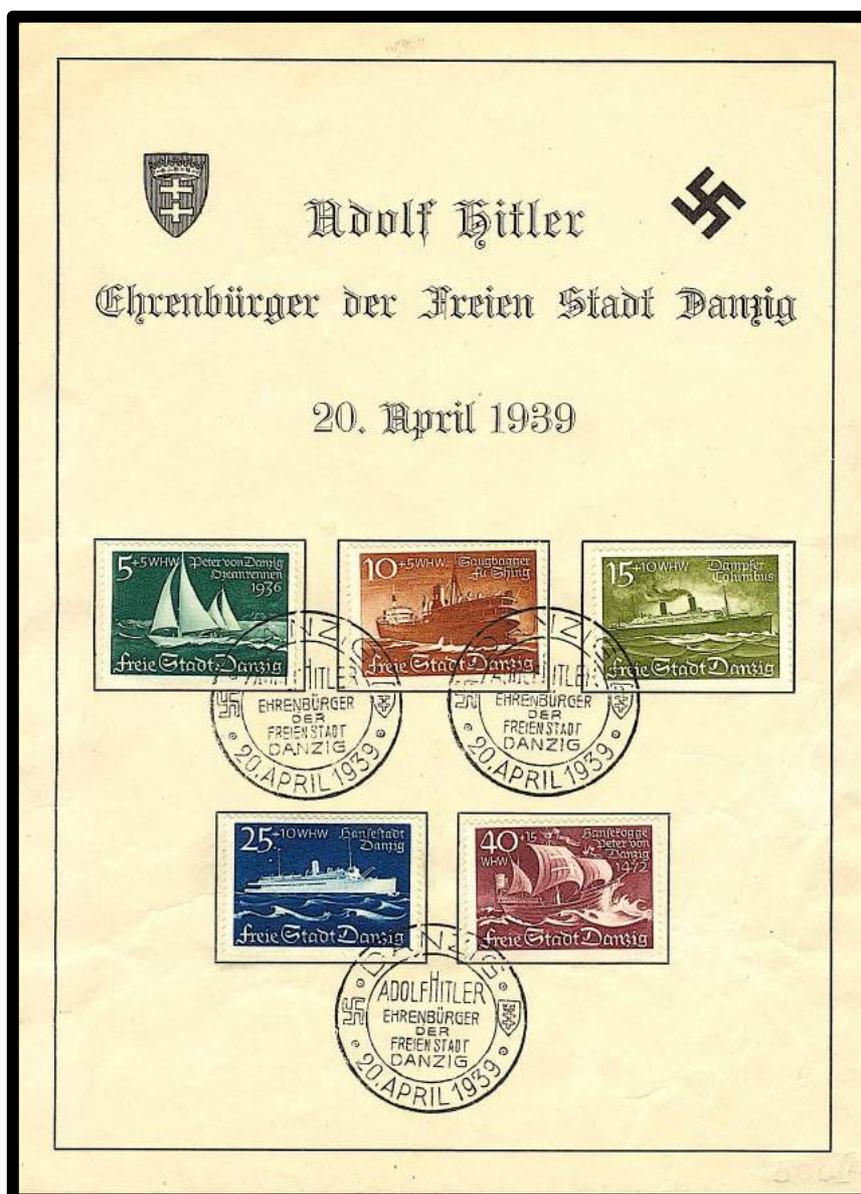
Slovaquie, 1945, n° 127

- Le 23 mars 1939, c'est au tour de la Lituanie de céder : la ville de Klaipeda redevient une ville allemande sous son ancien nom de Memel.



Surcharge sur timbres lituaniens proclamant la "libération" de Memel

- La revendication suivante d'Hitler concerne la ville libre de Dantzig, ainsi qu'un couloir à travers le territoire polonais, qui relierait Dantzig à l'Allemagne. La grande majorité de la ville soutient la demande allemande, ce qui est prouvé par le fait qu'Hitler est nommé citoyen d'honneur de la ville le 20 avril 1939. Mais la Pologne, comptant sur ses alliés français et anglais, refuse. La guerre semble inévitable.



*Dantzig, 1939, feuillet avec les timbres n°s 284/288.
Hitler est nommé citoyen d'honneur de la ville de Dantzig*

Entretemps, Hitler se sent assez fort pour mettre en pratique ses idées sur le judaïsme, qu'il avait déjà développées dans son "Mein Kampf" : les juifs, qu'il considère comme les principaux responsables de la défaite de 1918, doivent être exterminés. C'est la "solution finale", qui sera appliquée dans toute son horreur pendant la guerre.

La persécution des juifs connaît un premier paroxysme durant la "Nuit de cristal", la nuit du 8 au 9 novembre 1938. Environ 200 synagogues sont incendiées ou détruites, les magasins et les entreprises des juifs sont saccagés, et les juifs sont molestés. C'est une avant-première de l'holocauste.



RFA, 1988, n° 1221



DDR, 1963, n° 699

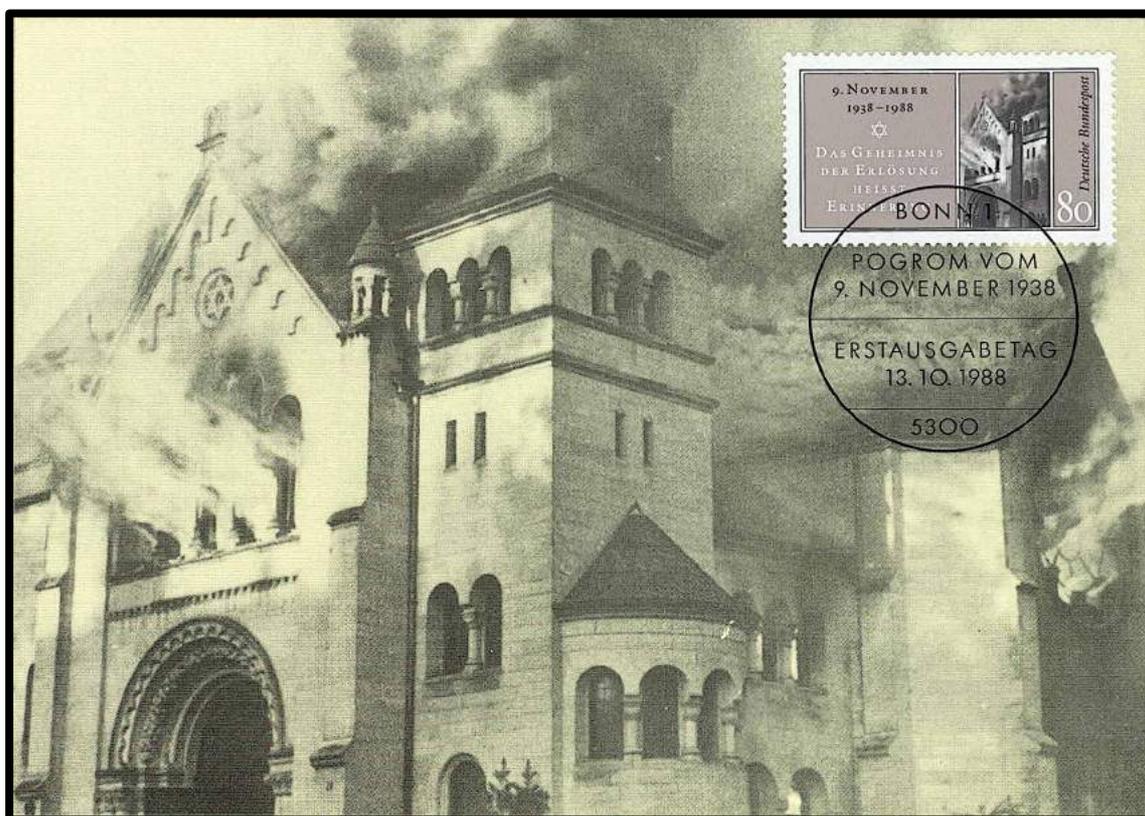


DDR, 1988, n° 2814



Israel, 1988, n° 1051

Commémorations de la "Nuit de cristal" du 8 au 9 novembre 1938



RFA, 1988, carte maximum de 1988 avec le timbre n° 1221
Incendie d'une synagogue pendant la "Nuit de cristal" du 8 au 9 novembre 1938

La guerre, voulue par Hitler, commence le 1^{er} septembre 1939, avec l'invasion de la Pologne. Dès le premier jour de la guerre, Dantzig devient une ville allemande.



*DR, 1939, n°s 652/653
Annexion de Dantzig au Reich, le 1^{er} septembre 1939*

Hitler s'est donné les mains libres avec le pacte de non-agression Molotov - von Ribbentrop, signé le 23 août précédent entre le Reich et l'Union soviétique. Grâce à ce pacte, qui comportait déjà le partage de la Pologne entre les deux États, la Pologne est rapidement vaincue et cesse d'exister. La partie orientale de la Pologne et les pays baltes tombent sous l'orbite de Staline, tandis que la partie occidentale est annexée au Reich.

L'Allemagne divise sa part de la Pologne en deux : la Poméranie, Poznań, Łódź et la Silésie sont rattachées au Reich. Au centre est constitué le "Generalgouvernement", qui regroupe les districts de Radom, Varsovie, Lublin et Cracovie. C'est un état fantoche au service de l'Allemagne. Les Juifs doivent y être éliminés, et les Polonais valides y sont transformés en main-d'oeuvre au service de l'effort de guerre allemand.



1940, n° 30



1940, n° 59



1942, n° 111

Timbres du "Generalgouvernement"

La France et le Royaume-Uni déclarent la guerre à l'Allemagne, mais c'est la "drôle de guerre", car très peu d'actions militaires s'effectuent sur le terrain.

Tout change le 10 mai 1940, avec l'attaque allemande de la France, de la Belgique et des Pays-Bas. L'avance de l'armée allemande est foudroyante, entraînant rapidement la capitulation, d'abord de la Belgique le 28 mai, puis de la France le 22 juin. Heureusement, une grande partie des troupes anglaises est parvenue à regagner l'Angleterre par Dunkerque, tandis que pour la France, seul de Gaulle, réfugié en Londres, prétend continuer le combat.

Heureusement, dès le 10 mai 1940, Winston Churchill devient le premier ministre du Royaume-Uni. Il va, jusqu'à la mi-juin 1941, supporter seul tout le poids de la guerre contre Hitler.



Marshall Islands, 1990, n°s 303/304



*Grande-Bretagne, 2010, n°s 3346/3349
Le rembarquement des troupes britanniques à Dunkerque*

Tout va plutôt bien pour Hitler jusqu'à la mi-juin 1941, malgré le fait que son aviation ne soit pas parvenue à faire plier le Royaume-Uni, grâce à la volonté de fer de Churchill et l'héroïsme de la Royal Air Force.

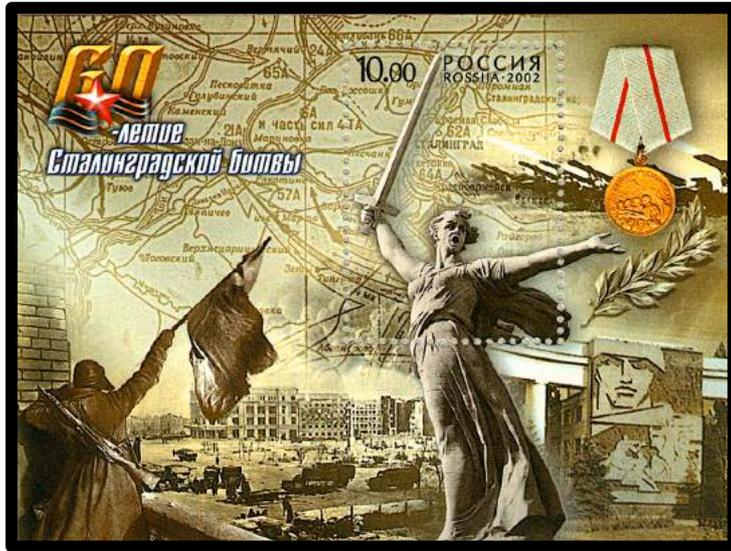
Mais le 22 juin, il commet sa première grosse erreur d'appréciation : il attaque l'Union soviétique, dont il sous-estime fortement le potentiel.

Au début, l'armée allemande va de succès en succès, mais bientôt, Hitler connaît le même sort que Napoléon 1^{er} un siècle et demi plus tôt : le terrible hiver russe arrête l'avance de l'armée allemande, qui ne parvient pas à s'emparer ni de Moscou, ni de Leningrad, ni de Stalingrad.



*Russie, 2001, bloc 254
La bataille de Moscou, pendant l'hiver 1941-1942*

En 1942, Hitler essaie de reprendre l'offensive, mais il est de nouveau stoppé à Stalingrad, où l'armée allemande de von Paulus, exténuée et à bout de forces par l'hiver et les privations, doit se rendre fin janvier 1943 à l'armée rouge. C'est le véritable tournant de la guerre.



*Russie, 2002, bloc 259
La bataille de Stalingrad de 1942-1943*

Entretemps, les problèmes s'accroissent pour Hitler :

- Après l'attaque, le 7 décembre 1941, de Pearl Harbor par le Japon, l'allié de l'Allemagne, le président américain Roosevelt entre dans la guerre aux côtés des Alliés.
- Les défaites de l'Afrikakorps allemand en Afrique du Nord, à partir d'octobre 1942, malgré le génie de son commandant, le général Erwin Rommel, qui perd la bataille décisive d'El Alamein face au général anglais Montgomery.



*Marshall Islands, 1990, n° 1980
L'attaque japonaise sur Pearl Harbor*



*Australie, 1992, n° 1246
La bataille d'El Alamein (1942)*

- Les échecs de son allié italien Mussolini, qui, après avoir perdu rapidement toutes ses colonies en Afrique, avait attaqué la Grèce le 28 octobre 1940. Ici aussi, c'est un désastre : l'Allemagne doit ici aussi venir en aide, ce qui l'oblige à retarder son invasion de l'Union soviétique. Ce retard jouera un rôle majeur dans la défaite finale de l'Allemagne. Finalement, les Alliés débarquent en Sicile le 10 juillet 1943, et le 25 juillet 1943, devant les défaites qui s'accroissent, Mussolini est démis de ses fonctions et arrêté.



*1985, n° 1570
Symbole de l'occupation allemande de la Grèce*

L'armée allemande, épuisée, doit à partir de 1943 se battre sur trop de fronts à la fois, et doit partout entamer la retraite ou, au mieux, essayer de consolider ses positions. La résistance dans les pays occupés devient de plus en plus performante, et l'issue finale de la guerre ne fait plus de doute quand les Alliés réussissent leur débarquement en Normandie, le 6 juin 1944.



*Grande-Bretagne, 1994, n°s 1762/1766
50^e anniversaire du débarquement en Normandie, le 6 juin 1944*

Même en Allemagne, la population se résigne à la défaite. Le 20 juillet 1944, un attentat pour éliminer Hitler échoue de justesse, et le Führer y échappe par miracle. Les conjurés, menés par Claus von Stauffenberg, soit se suicident, soit sont arrêtés et condamnés à mort. Même le maréchal Rommel est contraint au suicide.



*RFA, 1964, bloc 2
Les principaux opposants à Hitler, impliqués dans l'attentat du 20 juillet 1944
Sophie Scholl, Ludwig Beck, Dietrich Bonhoeffer, Alfred Delp, Carl Friedrich Goerdeler, Wilhelm Leuschner, Helmuth von Moltke et Claus von Stauffenberg*



RFA, 1994, n° 1571



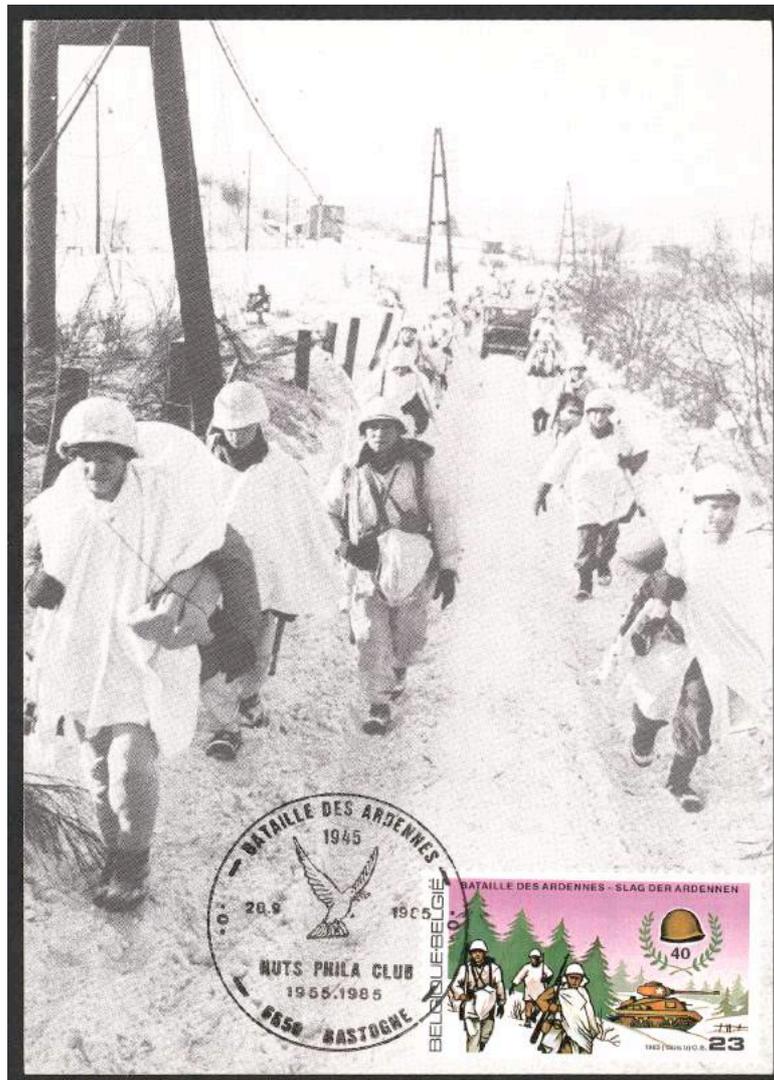
*RFA, 2007, n° 2145
Von Stauffenberg & von Moltke
Commémorations de l'attentat du 20 juillet 1944*



B, 1954, n° 106

Au fur et à mesure de l'avance des Alliés (au sud et à l'ouest, les armées américaine, britannique et française, à l'est l'armée rouge), le troisième Reich se rétrécit comme une peau de chagrin.

Hitler joue sa dernière carte en lançant à la mi-décembre 1944 l'offensive des Ardennes. Après un succès initial, l'offensive s'arrête à Bastogne et ici aussi, c'est l'échec.



*Belgique, 1985, carte maximum avec le n° 2189
La bataille des Ardennes*

Finalement, la déroute s'achève, et Hitler, retranché dans son bunker de Berlin, se donne la mort le 30 avril 1945. Le 8 mai 1945, c'est la capitulation officielle de l'Allemagne. Le Troisième Reich, qui devait durer mille ans, est définitivement mort après douze années...

Les vainqueurs découvrent avec horreur, lors de leur progression, les camps de concentration, où les chambres à gaz et les fours crématoires fonctionnaient à plein temps. L'extermination systématique de millions de juifs et d'opposants, qui a reçu le nom d'holocauste, reste à jamais une tache indélébile dans l'histoire allemande.



*DDR, 1988, carte maximum avec le timbre n° 2802
Monument commémoratif du camp de concentration de Buchenwald.*

V. L'après-guerre (1945-...)

Après le suicide d'Hitler le 30 avril 1945 et après la conquête totale de Berlin par l'armée rouge le 1^{er} mai, l'amiral Dönitz, le successeur d'Hitler, attend encore huit jours avant de remettre la capitulation de l'armée allemande aux Alliés. La raison est le fait que des millions d'Allemands sont en fuite vers l'ouest pour échapper aux Soviétiques, dont ils redoutent à juste titre une cruelle vengeance. Ce délai de huit jours permet le sauvetage d'un grand nombre de réfugiés.



RFA, 1955, n° 91



RFA, 1965, n° 346

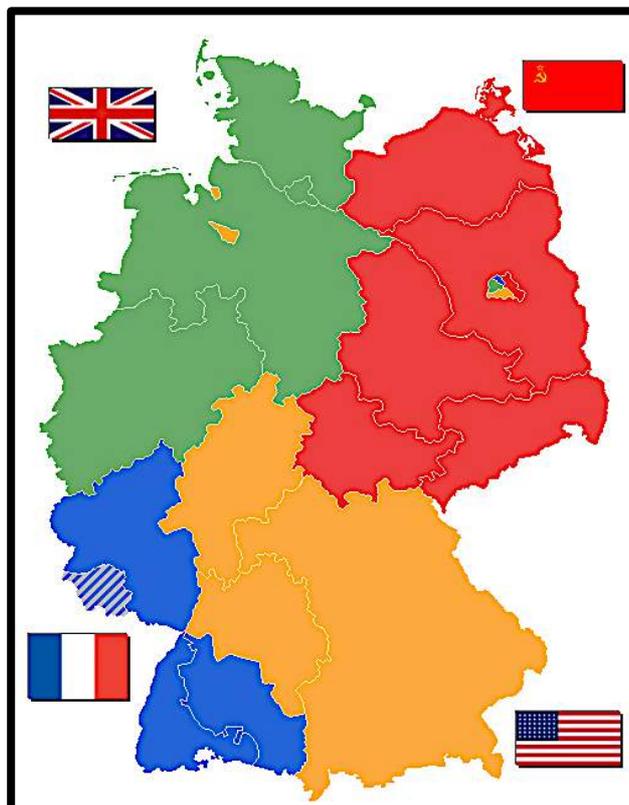


RFA, 1985, n° 1097

10^e, 20^e & 40^e anniversaire de l'exode de la population de la partie orientale de l'Allemagne vers l'ouest

Début juin 1945, les Alliés de la guerre (Grande-Bretagne, France, Union soviétique et États-Unis) signent le partage de l'Allemagne en quatre zones d'occupation. Ce partage avait déjà été préparé à Londres en 1944 et à Yalta en 1945. La ville de Berlin est également divisée en quatre secteurs.

Ces zones sont placées sous la responsabilité conjointe d'un *Conseil de contrôle allié*, qui siège à Berlin.



Carte montrant les quatre zones d'occupation de l'Allemagne en 1945 (extrait du site fracademic.com)

Tout cela est entériné par les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique à la conférence de Potsdam, qui a lieu pendant la deuxième moitié de juillet 1945. Les nouvelles frontières de la Pologne y sont également décidées : la Pologne se "déplace" vers l'ouest. D'une part, elle reçoit une grande partie de ce qui était l'Allemagne orientale et Dantzig, et sa frontière occidentale est constituée par les rivières Oder et Neisse. Mais d'autre part, elle perd la partie orientale de son ancien territoire, qui est cédé à l'Union soviétique.

Ce "déplacement" de la Pologne entraîne un nouvel exode massif de la population ethniquement allemande vers l'ouest. Cet exode de millions d'Allemands s'effectue soit volontairement, soit par expulsion, et accentue encore la misère qui règne en Allemagne après la guerre.



*DDR, 1970, n°s 1277/1279
25^e anniversaire de la signature des accords de Potsdam*

Du point de vue postal, la situation est également plutôt compliquée. Il y a eu d'abord dans de très nombreuses localités, l'émission de timbres locaux, qui n'étaient souvent que les timbres du Reich où l'effigie d'Hitler est maculée.



Wittenberg



Glauchau



Döbeln



Barsinghausen

Exemples de timbres locaux, avec l'effigie d'Hitler maculée (facsimilés)

Le *Conseil de contrôle allié* décide l'émission de timbres pouvant servir pour les quatre zones d'occupation, ainsi que pour Berlin. Ces timbres ne seront cependant employés que dans les zones britannique, américaine et soviétique, car la France y renonce et préfère émettre ses propres timbres dans sa zone d'occupation.

Les timbres communs aux trois zones serviront jusqu'à la réforme monétaire de juin 1948. La première émission, où les timbres ne représentent que des chiffres de la valeur faciale, sont émis en janvier 1946.



Exemples de timbres émis pour l'ensemble des trois zones d'occupation (britannique, américaine et soviétique)

La France, quant à elle, émet d'abord en 1945 une série (armoiries et personnages) pour l'ensemble de sa zone d'occupation.



Rheinland

Pfalz

Württemberg



Baden

Saarland



Goethe

Schiller

Heine

Zone française, 1945, n°s 1/13

À partir de mai 1947, la France émet des timbres spécifiques pour chacun des trois “Länder” qui constituent sa zone d’occupation : Baden, Rheinland-Pfalz et Württemberg.



Baden, 1947, n°s 12 & 13



Rheinland-Pfalz, 1947, n°s 14 & 15



Württemberg, 1947, n°s 12 & 13

Exemples de timbres pour les trois “Länder” de la zone d’occupation française

Les Américains et les Anglais ont encore eu des émissions communes pour les deux zones. D’abord, au fur et à mesure de la progression de leurs troupes dans le Reich, une émission de timbres commencée dès le 19 mars 1945. Ce sont des timbres représentant simplement la lettre M. Il y a trois tirages différents : celui de Braunschweig, celui de Washington et celui de Londres.



Timbres de la série émise à partir du 19 mars 1945, pour les zones sous contrôle anglais et américain

Après la réforme monétaire du 20 juin 1948, avec la création du nouveau Deutsche Mark, ils ont émis des timbres pour la zone anglo-américaine : d’abord les timbres communs aux trois zones surchargés de cors de poste, ensuite une série de monuments. D’autres émissions ont suivi, la dernière datant du 15 août 1949.



Timbres émis pour les zones américaine et anglaise, après la réforme monétaire du 20 juin 1948

La ville de Berlin a employé en 1945 des timbres représentant un ours, le symbole de la ville. Ces timbres ont été émis par l'administration soviétique, mais ont été employés dans l'ensemble de la ville de Berlin.



Timbres pour la ville de Berlin, émis en 1945

Les autorités soviétiques ont également émis en 1945 et 1946 des timbres spécifiques pour les différents Länder qui faisaient partie de la zone sous leur administration : Mecklenburg-Vorpommern (Schwerin), Sachsen (Halle), Ost-Sachsen (Dresden), West-Sachsen (Leipzig) et Thüringen (Erfurt).

Ici aussi, ce n'est qu'à partir de la réforme monétaire, qui dans la zone soviétique a eu lieu quelques jours plus tard, le 24 juin 1948, que des timbres sont émis pour l'ensemble de la zone soviétique. Ce sont d'abord des timbres des émissions communes avec un cachet de contrôle oblique, ensuite des timbres des émissions communes et de Berlin surchargés "Sowjetische / Besatzungs / Zone" et finalement des émissions propres à la zone soviétique.



Timbres émis pour la zone soviétique, après la réforme monétaire du 24 juin 1948

Un dernier problème se pose pour la Sarre. La Sarre fait initialement partie de la zone d'occupation française, et emploie ses timbres. Mais fin 1946, la Sarre reçoit un statut spécial, avec une autonomie politique, mais sous protectorat français. C'est dans ce cadre que des timbres de la Sarre sont émis à partir de janvier 1947. Ils sont d'abord libellés en monnaie allemande (pfennigs et marks), mais à partir du 20 novembre 1947 en monnaie française (centimes et francs).

Tout comme dans l'entre-deux-guerres, un référendum est organisé en Sarre le 23 octobre 1955, qui donne de nouveau une nette majorité pour le retour auprès de l'Allemagne. La Sarre redevient un territoire allemand le 1^{er} janvier 1957.

Mais, pour des raisons économiques, le franc français est encore maintenu en Sarre jusqu'au 5 juillet 1959. Pour cette raison, du 1^{er} janvier 1957 au 5 juillet 1959, les mêmes timbres qu'en République fédérale allemande sont émis pour la Sarre, mais encore toujours libellés en monnaie française.



Janvier-mars 1947, timbres pour le Saarland, en pfennigs et marks



Les mêmes timbres, mais surchargés en monnaie française, à partir du 20 novembre 1947



*Sarre, 1955, n°s 344/346
Timbres pour le référendum du 23 octobre 1955*



*Sarre, 1957, n° 361
RFA, 1957, n° 125
Rattachement de la Sarre à l'Allemagne*



*Sarre, 1957, n°s 380 & 381
Timbres pour la Sarre en monnaie française, du 1^{er} janvier 1957 au 5 juillet 1959*

La vie politique renaît en Allemagne à partir de fin 1945. Plusieurs politiciens qui s'étaient opposés à Hitler ou qui avaient au moins gardé une stricte neutralité, essaient de faire revivre les partis politiques en Allemagne, pour lui redonner une allure démocratique, même si c'est encore sous le contrôle des Alliés.

Le parti socialiste (SPD) renaît de ses cendres, grâce à des politiciens dont beaucoup ont été honorés par un timbre-poste, comme Kurt Schumacher, Erich Ollenhauer, Wilhelm Kaisen, Willi Richter, Carlo Schmid, Herbert Wehner et bien d'autres.



RFA, 1972, n° 584
Kurt Schumacher



RFA, 1995, n° 1656



RFA, 2001, n° 2006
Erich Ollenhauer



RFA, 1987, n° 1157
Wilhelm Kaisen



RFA, 1994, n° 1584
Willi Richter



RFA, 1996, n° 1726
Carlo Schmid



RFA, 2000, n° 1923
Herbert Wehner

Politiciens du parti socialiste allemand (SPD) d'après-guerre

Un nouveau parti du centre est créé, l'Union chrétienne-démocrate, (CDU) avec comme principaux leaders Konrad Adenauer, Jakob Kaiser, Karl Arnold, Andreas Hermes et d'autres. Un parti-frère naît en Bavière, l'Union chrétienne-sociale (CSU), avec Franz-Josef Strauss comme figure de proue. Ce parti sera toujours un allié fidèle de la CDU.



RFA, 1976, n° 725
Konrad Adenauer



RFA, 1988, n° 1182
Jakob Kaiser



RFA 2001, n° 2004
Karl Arnold



RFA, 2003, n° 2180
Andreas Hermes

Politiciens de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) d'après-guerre



RFA, 1995, n° 1650

Franz Josef Strauss, leader de l'Union chrétienne-sociale (CSU) bavaroise

Le parti libéral renaît également de ses cendres, sous le nom de Parti libéral-démocrate (LDPD, qui deviendra en 1948 FDP) grâce à des politiciens comme Reinhold Maier et Thomas Dehler.



RFA, 1989, n° 1272

Reinhold Maier

Politiciens du Parti libéral-démocrate (FDP) d'après-guerre



RFA, 1997, n° 1795

Thomas Dehler

Le parti communiste allemand (KPD) est également recréé. Il n'a qu'un succès très relatif dans les zones d'occupation française, britannique et américaine, mais d'autant plus dans la zone soviétique. Ses leaders en sont Wilhelm Pieck, Otto Grotewohl et Walter Ulbricht.

Le 21 avril 1946, sous la pression de Moscou, a lieu dans la zone soviétique la fusion du KPD et du SPD pour former le Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED), d'obédience communiste. C'est le prélude du parti unique communiste qui dirigera l'Allemagne de l'est depuis sa création en 1949 jusqu'à sa chute 40 ans plus tard.



DDR, 1961, n° 522

Wilhelm Pieck



DDR, 1965, n° 852

Otto Grotewohl



DDR, 1969, n° 1172

Walter Ulbricht

Mais, malgré les efforts de ces politiciens et la bonne volonté des administrateurs français, britanniques et américains, la population de l'Allemagne de l'après-guerre vit dans une misère noire. Pour éviter les mêmes erreurs qu'après la première guerre mondiale, les États-Unis proposent en juin 1947 un plan de redressement économique d'une envergure inégalée, avec un soutien massif en moyens financiers et en matériel pour toute l'Europe. C'est le *plan Marshall*, dont le but en est double : d'une part, alléger l'extrême misère des populations et d'autre part, éviter le glissement de l'Europe vers le communisme. Ce plan est accepté avec enthousiasme par le côté occidental, mais rejeté par l'ensemble du bloc communiste.



RFA, 1960, n° 217



RFA, 1997, n° 1758

Le général américain George C. Marshall

Afin d'éviter également l'inflation galopante que l'Allemagne a connue en 1923, une nouvelle monnaie est créée le 20 juin 1948, le *Deutsche Mark*, qui remplace le Reichsmark.



RFA, 1958, n° 162



RFA, 1998, n° 1828

10^e et 50^e anniversaire du Deutsche Mark

Ce nouveau Deutsche Mark devient donc dès le 20 juin 1948 la monnaie dans les zones britannique, française et américaine, mais pas dans la zone soviétique, qui se doit de réagir rapidement si elle veut éviter une débâcle financière. Une monnaie provisoire y est instaurée dès le 23 juin 1948, et le 24 juillet 1948, les nouveaux billets de banque de la zone orientale voient le jour. Le nom est officiellement le *Deutsche Mark von der Deutschen Notenbank*, mais tout le monde emploie le terme *Ostmark*.

La situation se dégrade rapidement entre les trois puissances occidentales et l'Union soviétique : c'est le début de la guerre froide. Les puissances occidentales voient d'un très mauvais œil la soviétisation de la zone orientale.

Pour bien montrer leur mauvaise humeur après la création à l'ouest du Deutsche Mark, les Soviétiques commencent le 24 juin 1948 le blocus de Berlin, fermant tous les accès routiers et navigables vers l'ancienne capitale. Berlin, isolée au milieu de la zone soviétique, est militairement indéfendable, mais grâce à un pont aérien ininterrompu, les Américains et les Britanniques parviennent à assurer le ravitaillement des deux millions de personnes qui habitent à Berlin dans leurs secteurs.

Le 12 mai 1949, constatant l'échec de leur tentative d'isoler Berlin, l'Union soviétique met fin au blocus de la ville. C'est un grand succès pour les puissances occidentales.



B, 1959, n° 167



RFA, 1999, n° 1879

10^e et 50^e anniversaire du pont aérien pour faire face au blocus de Berlin.

La séparation de l'Allemagne en deux camps existe donc déjà en pratique, mais elle va se concrétiser en 1949. Les puissances occidentales invitent les dirigeants des différents Länder à se réunir en assemblée constituante. La constitution qui en naît est acceptée par les puissances occidentales et entre en vigueur le 23 mai 1949. Cette date est le jour de naissance de la République fédérale allemande, qui choisit Bonn pour capitale. Les puissances occidentales gardent cependant un contrôle politique et surtout militaire sur le nouvel État.

Le 14 août 1949, des élections pour le nouveau parlement ont lieu. Et le 7 septembre 1949, ce nouveau parlement - le *Deutsche Bundersrat* - se réunit pour la première fois à Bonn. Il choisit le chrétien-démocrate Konrad Adenauer comme premier chancelier (l'équivalent de premier ministre), et le libéral Theodor Heuss est élu à la présidence.



RFA, 1949, n°s 1/2

Ouverture du nouveau parlement, le 7 septembre 1949



*RFA, 1974, bloc 9
25^e anniversaire de la RFA*



*RFA, 1976, carte maximum avec le timbre n° 725
Konrad Adenauer*



RFA, 1968, n° 419



RFA, 1968, n° 432



RFA, 1992, n° 1428

Le premier chancelier Konrad Adenauer



RFA, 1953-1954, n°s 71D, 71E, 72 & 72



RFA, 2009, n° 2543



RFA, 1982, n° 988

Le premier président Theodor Heuss

La zone soviétique ne peut évidemment pas rester en arrière. En mars 1948, un “Conseil du peuple” est chargé d’établir une constitution pour la future République démocratique allemande (*Deutsche Demokratische Republik*, ou DDR). Cette République, d’obédience totalement communiste, est officiellement proclamée le 7 octobre 1949. La capitale en est le secteur soviétique de Berlin.

Les leaders communistes Wilhelm Pieck et Otto Grotewohl sont élus respectivement à la présidence et au poste de premier ministre.



DDR, 1950, n°s 6/9A
Wilhelm Pieck





DDR, 1954, n°s 173/174

Wilhelm Pieck



DDR, 1959, n° 388



DDR, 1960, n° 500



DDR, 1974, n° 1597

Otto Grotewohl

À Berlin, la situation est encore plus complexe. Dès l'introduction du Deutsche Mark à l'ouest en juin 1948, la ville semble ingouvernable. Des élections municipales ont lieu fin 1948, mais elles sont interdites dans la zone soviétique. Le 30 novembre, les communistes désignent Friedrich Ebert, le fils du président de la République de Weimar, comme maire de Berlin, mais le 5 décembre, dans les autres secteurs, le résultat des élections donne la mairie au SPD Ernst Reuter. Depuis lors, Berlin est définitivement divisé en deux parties distinctes, aussi bien politiquement qu'administrativement, avec deux municipalités concurrentes : Berlin-Ouest et Berlin-Est.

À Berlin-Est, ce sont les timbres de la zone d'occupation soviétique, suivis de ceux de la DDR qui sont employés. À Berlin-Ouest par contre, dès septembre 1948, les timbres des zones communes anglo-américano-soviétiques sont surchargés "BERLIN", et à partir du 21 mars 1949, les seuls timbres spécifiquement émis pour Berlin-Ouest y sont encore valables. À partir de fin octobre, les timbres de la RFA sont aussi valables à Berlin-Ouest.



Timbres des émissions communes surchargés "BERLIN", employés à Berlin-Ouest

Le premier maire de Berlin-Ouest est Ernst Reuter, de 1948 à 1953 (SPD). La plupart de ses successeurs seront également du parti SPD, sauf Walther Schreiber, de 1953 à 1955, qui est CDU. Puis viennent Otto Suhr de 1955 à 1957, et surtout Willy Brandt, de 1957 à 1966.

C'est Willy Brandt qui accueille le président américain J.F. Kennedy à Berlin, le 26 juin 1963, lors de son célèbre discours "Ich bin ein Berliner".



B, 1954, n° 103



*B, 1957, n° 146
Ernst Reuter*



B, 1989, n° 807



*B, 1958, n° 161
Otto Suhr*



*B, 1960, n° 171
Walther Schreiber*



*RFA, 1993, n° 1538
Willy Brandt*

Tandis qu'en RFA, la situation s'améliore lentement, surtout grâce au plan Marshall, en DDR, c'est la stagnation et l'absence totale de démocratie. Après la mort de Staline en mars 1953, des émeutes éclatent d'abord à Berlin-Est, mais elles se propagent rapidement dans toute la DDR. La population demande des élections libres et une économie plus libérale et moins planifiée. L'insurrection atteint son point culminant le 17 juin 1953, mais elle est alors très durement réprimée par l'armée soviétique. Innombrables sont les habitants de l'Est qui fuient vers l'Ouest.



RFA, 2003 n° 2169



B, 1953, n°s 96/97



Commemoration des émeutes dans la DDR de juin 1953

En RFA, le gouvernement, avec à sa tête Konrad Adenauer, ne ménage pas ses efforts pour redonner à l'Allemagne une place convenable sur l'échiquier européen, et il fait tout pour atténuer petit à petit les mesures d'occupation militaires et politiques qui régissaient encore l'administration de la RFA.

- Le 18 avril 1951, la RFA entre dans la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier).



RFA, 1976, n° 729

25^e anniversaire de l'entrée de la RFA dans la CECA

- Le 29 mars 1955, une solution définitive est adoptée pour les problèmes frontaliers entre la RFA et le Danemark.



RFA, 1985, n° 1073

Commemorations de l'accord entre Bonn et Copenhague de 1955



RFA, 2005, n° 2274

- Le 6 mai 1955, la RFA adhère à l'OTAN, après la signature du traité de Paris du 23 octobre 1954.



RFA, 2005, n° 2284

50^e anniversaire du traité de Paris



RFA, 1980, n° 882

25^e anniversaire de l'entrée de la RFA dans l'OTAN

- Le 25 mars 1957, Konrad Adenauer est un des signataires du traité de Rome, qui institue la Communauté économique européenne.



RFA, 1982, n° 963

25^e et 50^e anniversaire de la signature du traité de Rome



RFA, 2007, n° 2418

- Le 22 janvier 1963, Adenauer et de Gaulle signent le traité d'amitié franco-allemand, qui met fin à un siècle de conflits. C'est le dernier grand acte de politique étrangère d'Adenauer, qui, âgé de 87 ans, démissionnera le 15 octobre 1963.



RFA, 1988, n° 1183



France, 1988, n° 2501



RFA, 1973, n° 603

Commémorations du traité d'amitié franco-allemande de 1963



RFA, 2003, n° 2139

- Et finalement, l'admission de la RFA à l'ONU, le 18 septembre 1973 (ensemble avec la DDR).



RFA, 1973, n° 628

Admission de la RFA à l'ONU, et 10^e anniversaire de cette entrée



RFA, 1983, n° 1017

Plusieurs des successeurs de Theodor Heuss à la présidence et de Konrad Adenauer à la chancellerie ont été honorés par un timbre-poste.

À la présidence, il y a Heinrich Lübke (1959-1969), Gustav Heinemann (1969-1974), Walter Scheel (1974-1979), Karl Carstens (1974-1979) et Johannes Rau (1999-2009).



RFA, 1964, n°s 305/306



B, 1964, n°s 211/212



RFA, 1967, n°s 407/408



B, 1967, n°s 289/290



*RFA, 1982, n° 989
Heinrich Lübke*



RFA & B, 1970-1972, n°s 516C/516G

Timbres de la série courante à l'effigie de Gustav Heinemann



RFA, 1982, n° 990



RFA, 1999, n° 1899

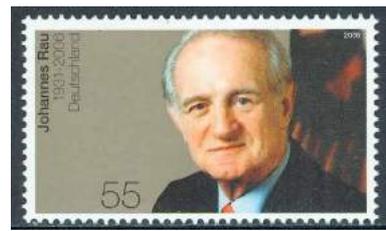
Gustav Heinemann



*RFA, 1982, n° 991
Walter Scheel*



*RFA, 1982, n° 992
Carl Carstens*



*RFA, 2006, n° 2351
Johannes Rau*

Plusieurs des successeurs d'Adenauer ont également été honorés par des timbres-poste: Ludwig Erhard (1963-1966), Kurt Georg Kiesinger (1966-1969), Willy Brandt (1969-1974) qui avait déjà été bourgmestre de Berlin-Ouest de 1957 à 1966, Helmut Schmidt (1974-1982) et Helmut Kohl (1982-1998).



*RFA, 1987, n° 1140
Ludwig Erhard*



RFA, 1997, n° 1736



*RFA, 2004, n° 2220
Kurt Georg Kiesinger*



*RFA, 2013, n° 2861
Willy Brandt*



*RFA, 2018, n° 3208
Helmut Schmidt*



*RFA, 2012, n° 2785
Helmut Kohl*

Il est évident que, après l'adhésion de la RFA à l'OTAN, la DDR ne pouvait rester sans réagir. Le 14 mai 1955, donc seulement huit jours après l'adhésion de la RFA à l'OTAN, les pays de l'Europe orientale soumis à Moscou, donc aussi la DDR, signent le pacte de Varsovie, une vaste alliance militaire.



DDR, 1975, n° 1723



DDR, 1980, n° 2168

20^e et 25^e anniversaire du pacte de Varsovie

Les deux présidents du Conseil de la DDR, après Wilhelm Pieck, sont Walter Ulbricht (1960-1973) et Erich Honecker (1976-1989). Tous deux sont des marionnettes entre les mains des dirigeants de Moscou.



DDR, 1961-1971, n°s 561/564 & 786/787

Timbres d'usage courant à l'effigie de Walter Ulbricht



DDR, 1968, n° 1079

Walter Ulbricht



DDR, 1972, n° 1449

Leonid Brejnev et Erich Honecker

Jusqu'en 1961, la dureté du régime politique et les maigres résultats économiques provoquent un véritable exode de la population de la DDR vers l'ouest. Plus de trois millions de personnes de la DDR cherchent asile en RFA. C'est pour mettre un terme à cette hémorragie que le 13 août 1961, la DDR commence la construction du mur de Berlin et l'isolation de la DDR par des frontières hermétiques.

Pendant presque trente ans, cette frontière est pratiquement inviolable, et très nombreux sont les personnes tuées en essayant malgré tout de la franchir pour se réfugier à l'ouest.

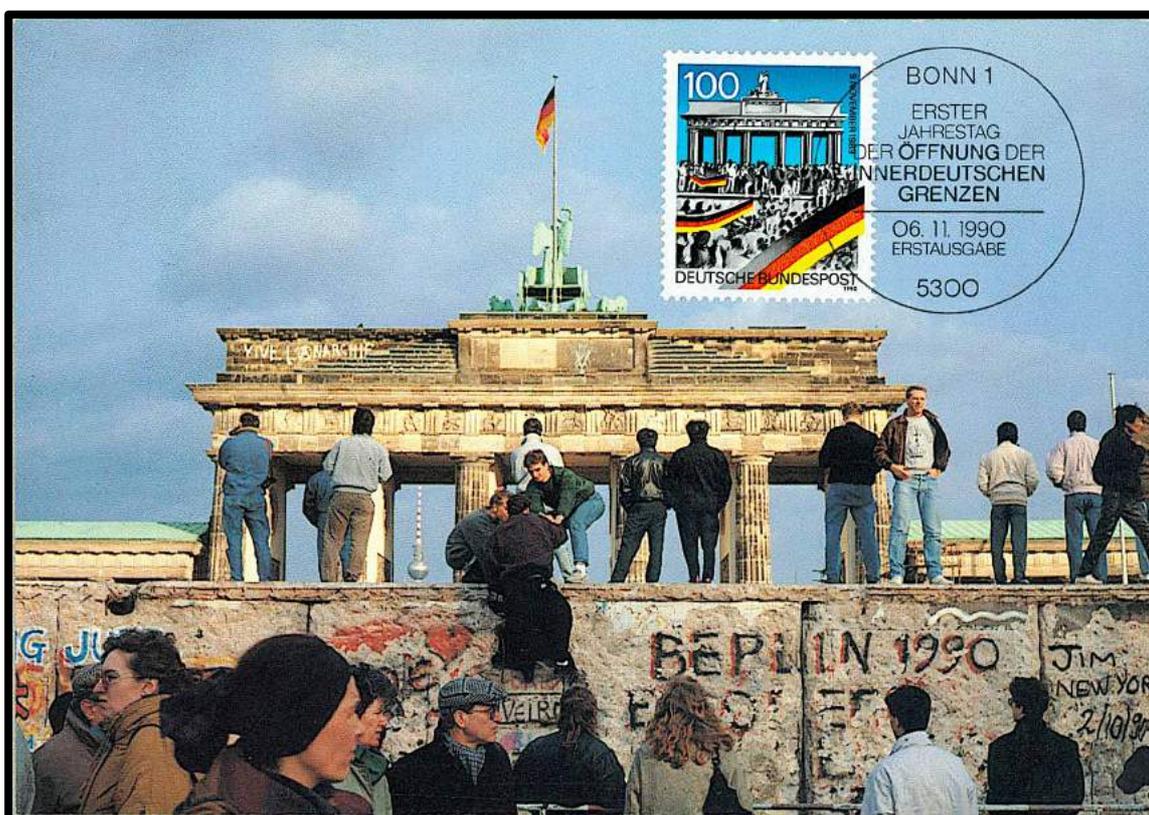


RFA, 1995, n° 1662
Le mur de Berlin



DDR, 1971, n°s 1381/1382
10^e anniversaire du mur de Berlin. La DDR en est fière !!

Les choses évoluent alors lentement jusqu'à la fin des années 1980. Mais la pression des protestataires grandit pendant l'automne de 1989, au moment où les régimes communistes commencent à vaciller dans toute l'Europe de l'Est. Le régime communiste de la DDR, complètement discrédité, finit par céder, et le 9 novembre 1989, le mur de Berlin est abattu, dans une allégresse générale.



RFA, 1990, carte maximum avec le timbre n° 1314
La chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989



RFA, 1990, n°s 1313/1314
La chute du mur de Berlin



RFA, 1994, n° 1601
L'ouverture des frontières entre la RFA et la DDR

Après l'écroulement du système politique de la DDR et la chute du mur de Berlin, l'évolution est rapide, et le 3 octobre 1990, la réunification officielle des deux Allemagnes a lieu. La DDR cesse d'exister, et la RFA englobe maintenant tout le territoire de l'Allemagne.



*RFA, 1990, n°s 1309/1310
La réunification allemande*



RFA, 2000, n° 1971



RFA, 2015, n° 2988

10^e et 25^e anniversaire de la réunification allemande

Avec cette réunification se termine la phase de redressement d'après-guerre. La RFA est devenue une des grandes puissances économiques mondiales et a retrouvé sa place politique au niveau mondial parmi les grandes nations dirigeantes. Le 1^{er} janvier 2002, la RFA remplace le Deutsche Mark par l'euro.



RFA, 2002, n° 2062

Remplacement du Deutsche Mark par l'euro

Table des matières

Introduction

- I. De l'Antiquité aux Habsbourg (...-1273)
- II. Des Habsbourg à Napoléon I^{er} (1273-1815)
- III. D'abord l'union, puis la chute (1815-1918)
- IV. L'entre-deux-guerres et le nazisme (1919-1945)
- V. L'après-guerre (1945-...)

Bibliographie

- Joseph Rován, *Histoire de l'Allemagne des origines à nos jours*, éd. du Seuil, 1994
- Henry Bogdan, *Histoire de l'Allemagne de la Germanie à nos jours*, éd. Perrin, 1999
- Jean Bérenger, *Histoire de l'Empire des Habsbourg*, éd. Fayard, 1990
- Lothar Gall, *Bismarck*, éd. Fayard, 1984
- Joachim Fest, *Hitler*, éd. Gallimard, 1973
- Erich Zöllner, *Histoire de l'Autriche des origines à nos jours*, éd. Horvath, 1965
- Jacques Droz, *Histoire de l'Autriche*, dans la série "Que sais-je ?", éd. Presses Universitaires de France, 1961
- Jean-Paul Bled, *François-Joseph*, éd. Fayard, 1987
- Karl R. Stadler, *The Birth of the Austrian Republic, 1918 – 1921*, éd. A.W. Sijthoff, Leiden, 1966
- Guy Coutant, dans la série *Histoire et Philatélie* :
 - L'Autriche
 - La Hongrie
 - La Tchécoslovaquie
 - La Pologne
- Et bien sûr, les inépuisables ressources d'internet, en premier lieu *Wikipedia*.